

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/41904]

9 FEVRIER 2023. — Loi protégeant la profession et le titre de géomètre-expert et créant un Ordre des géomètres-experts (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

- 1° la profession: la profession de géomètre-expert visée à l'article 3;
- 2° l'Ordre: l'Ordre des géomètres-experts visé à l'article 26;
- 3° le tableau: le tableau des géomètres-experts visé à l'article 4;

4° indépendant: la personne qui exerce la profession de géomètre-expert en dehors d'un statut public ou d'un contrat de travail, à titre principal ou complémentaire;

5° travailleur: la personne qui exerce la profession de géomètre-expert pour un service public dans les liens d'un contrat de travail et qui n'est pas engagée par un service public tel que l'État, une région, une communauté, une province, une commune, une intercommunale, un établissement public ou une institution parastatale;

6° fonctionnaire: la personne qui exerce la profession de géomètre-expert pour un service public dans lequel il est nommé ou engagé, tel que l'État, une région, une communauté, une province, une commune, une intercommunale, un établissement public ou une institution parastatale;

7° le ministre: le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions;

8° État membre: l'État membre tel que visé à l'article 2, § 1^{er}, l), de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles;

9° la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles: la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE;

10° le registre: le registre des prestataires de services visé à l'article 18;

11° Règlement général sur la Protection des Données: le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

12° Autorité de protection des données: l'autorité visée à l'article 3 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données;

13° le Conseil national: le Conseil national de l'Ordre tel que visé à l'article 32;

14° les Chambres exécutives: les Chambres exécutives visées à l'article 39;

15° les Chambres d'appel: les Chambres d'appel visées à l'article 41;

16° le SPF Économie: le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

TITRE 2. — La profession

Art. 3. Relèvent de l'activité professionnelle de géomètre-expert au sens de la présente loi les activités suivantes:

- 1° le bornage de terrains;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/41904]

9 FEBRUARI 2023. – Wet tot bescherming van het beroep en de titel van landmeter-expert en tot oprichting van een Orde van landmeters-experten (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

- 1° het beroep: het beroep van landmeter-expert bedoeld in artikel 3;
- 2° de Orde: de Orde van landmeters-experten bedoeld in artikel 26;
- 3° het tableau: het tableau van de landmeters-experten bedoeld in artikel 4;

4° zelfstandige: de persoon die het beroep van landmeter-expert in hoofd- of bijberoep uitoefent, buiten een publiekrechtelijk statuut of buiten een arbeidsovereenkomst;

5° werknemer: de persoon die het beroep van landmeter-expert voltijds of deeltijds uitoefent in het kader van een arbeidsovereenkomst en die niet aangeworven is door een openbare dienst zoals de Staat, een gewest, een gemeenschap, een provincie, een gemeente, een intercommunale, een openbare instelling of een parastatale instelling;

6° ambtenaar: de persoon die het beroep van landmeter-expert uitoefent voor een openbare dienst waar hij benoemd of aangeworven is, zoals de Staat, een gewest, een gemeenschap, een provincie, een gemeente, een intercommunale, een openbare instelling of een parastatale instelling;

7° de minister: de minister bevoegd voor Middenstand;

8° lidstaat: de lidstaat bedoeld in artikel 2, § 1, l), van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties;

9° de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties: de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

10° het register: het register van de dienstverrichters, bedoeld in artikel 18;

11° Algemene Verordening Gegevensbescherming: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

12° Gegevensbeschermingsautoriteit: de autoriteit bedoeld in artikel 3 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

13° de Nationale Raad: de Nationale Raad bedoeld in artikel 32;

14° de Uitvoerende Kamers: de Uitvoerende Kamers bedoeld in artikel 39;

15° de Kamers van Beroep: de Kamers van Beroep bedoeld in artikel 41;

16° de FOD Economie: de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

TITEL 2. — Het beroep

Art. 3. Tot de beroepswerkzaamheid van landmeter-expert in de zin van deze wet behoren de volgende activiteiten:

- 1° het afpalen van terreinen;

2° l'établissement et la signature de plans devant servir à une reconnaissance de limites, à une mutation, à un règlement de mitoyenneté et à tout autre acte ou procès-verbal constituant une identification de propriété foncière, et qui peuvent être présentés à la transcription ou à l'inscription hypothécaire.

TITRE 3. — Droit d'exercer la profession et de porter le titre professionnel et inscription au tableau

CHAPITRE 1^{er}. — Le tableau

Art. 4. § 1^{er}. Au sein de l'Ordre, il est tenu un tableau, divisé en quatre listes:

- 1° la liste "personnes physiques";
- 2° la liste "personnes morales";
- 3° la liste "géomètres-experts honoraires";
- 4° la liste "stagiaires".

§ 2. La liste "personnes physiques" est subdivisée en deux sections:

- 1° la section "indépendants";
- 2° la section "travailleurs et fonctionnaires".

§ 3. Le tableau contient les données suivantes:

1° les nom et prénom ou la dénomination de la personne inscrite, le numéro d'inscription et les données de contact;

2° l'adresse où la personne exerce la profession, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2;

3° le statut et la qualité sous lesquels la personne exerce la profession, conformément au paragraphe 2;

4° le cas échéant, le numéro d'entreprise;

5° la langue choisie par le demandeur, telle que reprise dans sa demande d'inscription;

6° la date de la prestation de serment.

Le tableau indique si une personne physique ou une personne morale reprise dans la liste visée au paragraphe 1^{er}, 1° ou 2°, est active ou non en tant que géomètre-expert, et ce à partir de sa première inscription.

Les périodes pendant lesquelles une personne inscrite au tableau a été omise, suspendue ou radiée du tableau, sont mentionnées au tableau comme période d'inactivité.

Le Roi peut, après avis du Conseil national, compléter le tableau de données supplémentaires directement liées à l'exercice de la profession. Ces données supplémentaires sont limitées à ce qui est strictement nécessaire pour les objectifs du tableau.

§ 4. Le Roi détermine les listes et données qui sont publiées au tableau en fonction de la qualité de la personne inscrite ainsi que les modalités de consultation des données non publiées qui sont conservées par l'Ordre dans le dossier d'inscription d'une personne.

§ 5. Les parties du tableau qui sont publiques sont publiées sur le site Internet de l'Ordre. Pour les listes et données du tableau qui ne sont pas publiques, un accès à ces données est accordé dans les conditions fixées par le Roi aux instances et groupes professionnels désignés par le ministre et à tout tiers intéressé.

§ 6. Les données des personnes inscrites au tableau ne peuvent être conservées qu'au maximum dix ans après l'omission de la personne inscrite, sauf si ces données sont liées à la gestion d'un contentieux en cours, et pour autant que ces données soient strictement nécessaires à la gestion de ce contentieux et durant le temps strictement nécessaire à la gestion de ce contentieux, et sous réserve de ce qui est prévu à l'alinéa 2.

L'Ordre conserve au-delà du délai de conservation maximum prévu à l'alinéa 1^{er} les données permettant d'identifier la personne, à savoir son nom, son prénom, ou sa dénomination, son numéro d'inscription et son adresse professionnelle, dans le seul but de permettre à toute personne intéressée de vérifier si un plan, au moment où il a été signé, a été signé par un géomètre-expert qui était actif. Ces données ainsi conservées à durée indéterminée, selon les modalités à préciser par le Roi, ne sont plus publiques et l'information communiquée à une personne intéressée sur demande vise uniquement à déterminer si le géomètre-expert visé par la demande était ou non actif au moment de la signature du plan.

2° het opmaken en ondertekenen van plannen die moeten dienen voor een grenserkenning, voor een mutatie, voor het regelen van gevallen van gemeenheid en voor gelijk welke akte of proces-verbaal, die in een identificeren van grondeigendom voorzien en welke ter hypothecaire overschrijving of inschrijving kunnen worden voorgelegd.

TITEL 3. — Recht om het beroep uit te oefenen en de beroepstitel te dragen en inschrijving op het tableau

HOOFDSTUK 1. — Het tableau

Art. 4. § 1. Er wordt binnen de Orde een tableau bijgehouden, opgesplitst in vier lijsten:

- 1° de lijst "natuurlijke personen";
- 2° de lijst "rechtspersonen";
- 3° de lijst "erelandmeters-experten";
- 4° de lijst "stagiairs".

§ 2. De lijst "natuurlijke personen" is onderverdeeld in twee afdelingen:

- 1° de afdeling "zelfstandigen";
- 2° de afdeling "werknemers en ambtenaren".

§ 3. Het tableau bevat de volgende gegevens:

1° de naam en voornaam of de benaming van de ingeschreven persoon, het inschrijvingsnummer en de contactgegevens;

2° het adres waar de persoon het beroep uitoefent, overeenkomstig artikel 39, § 1, tweede lid;

3° het statuut en de hoedanigheid waarin de persoon het beroep uitoefent, overeenkomstig paragraaf 2;

4° in voorkomend geval, het ondernemingsnummer;

5° de taal gekozen door de aanvrager zoals vermeld in zijn aanvraag tot inschrijving;

6° de datum van de eedaflegging.

Het tableau geeft aan of een natuurlijke persoon of rechtspersoon vermeld in de lijst bedoeld in paragraaf 1, 1° of 2, actief of niet actief is als landmeter-expert, en dit vanaf het moment van zijn eerste inschrijving.

De perioden waarin een op het tableau ingeschreven persoon weggelaten, geschorst of van het tableau is geschrapt, worden op het tableau vermeld als perioden van inactiviteit.

De Koning kan, na advies van de Nationale Raad, het tableau aanvullen met bijkomende gegevens die rechtstreeks verband houden met de beroepsuitoefening. Die bijkomende gegevens zijn beperkt tot wat strikt noodzakelijk is voor de doeleinden van het tableau.

§ 4. De Koning bepaalt welke lijsten en gegevens in het tableau worden bekendgemaakt naar gelang van de hoedanigheid van de ingeschreven persoon, alsmede de wijze van raadpleging van de niet-gepubliceerde gegevens die de Orde in het inschrijvingsdossier van een persoon bewaart.

§ 5. De delen van het tableau die openbaar zijn, worden gepubliceerd op de website van de Orde. Voor lijsten en gegevens van het tableau die niet openbaar zijn, wordt onder de door de Koning bepaalde voorwaarden toegang verleend aan door de minister aangewezen instanties en beroepsgroeperingen en aan elke belanghebbende derde.

§ 6. De gegevens van de personen ingeschreven op het tableau mogen slechts gedurende tien jaar na de weglating van de ingeschreven persoon bewaard worden, tenzij die gegevens verband houden met het beheer van een lopend geschil en voor zover die gegevens strikt noodzakelijk zijn voor het beheer van dat geschil en gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is voor het beheer van dat geschil en dat onder voorbehoud van wat bepaald is in het tweede lid.

De Orde bewaart de gegevens die toelaten de persoon te identificeren, met name zijn naam, zijn voornaam of zijn benaming, zijn inschrijvingsnummer en zijn beroepsadres, na de maximale bewaaringstermijn bepaald in het eerste lid enkel om de belanghebbende toe te laten na te gaan of een plan ondertekend werd door een landmeter-expert die actief was op het moment van de ondertekening van dat plan. De gegevens die zo voor onbepaalde duur bewaard worden volgens de door de Koning te bepalen nadere regels, zijn niet meer openbaar en de informatie die op zijn vraag wordt meegedeeld aan een belanghebbende, is enkel bedoeld om na te gaan of de landmeter-expert die het voorwerp uitmaakt van de vraag, al dan niet actief was op het moment van de ondertekening van het plan.

Le Roi peut également déterminer des délais spécifiques de conservation de données sur la base de la finalité et du type de données visées, sans que ces délais ne puissent dépasser le délai maximum fixé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — Droit d'exercer la profession et de porter le titre

Art. 5. § 1^{er}. Aucune personne physique ne peut exercer la profession de géomètre-expert en tant qu'indépendant, sans être inscrite au tableau dans la section "indépendants" de la liste "personnes physiques" avec la mention "actif".

§ 2. Aucune personne physique ne peut exercer la profession de géomètre-expert en tant que travailleur ou fonctionnaire, sans être inscrite au tableau dans la section "travailleurs et fonctionnaires" de la liste "personnes physiques" avec la mention "actif".

§ 3. Les stagiaires peuvent exercer les activités professionnelles de géomètre-expert visées à l'article 3 et les activités habituellement exercées par un géomètre-expert, telles que décrites dans les règles de déontologie visées à l'article 21, sous le contrôle et la responsabilité de leur maître de stage. Le maître de stage et le stagiaire cosignent les plans, actes ou procès-verbaux visés à l'article 3. Ils sont inscrits sur la liste "stagiaires".

§ 4. La profession de géomètre-expert peut uniquement être exercée par une personne morale si celle-ci est inscrite au tableau dans la liste "personnes morales" avec la mention "actif".

Une personne physique qui est inscrite au tableau peut néanmoins exercer la profession de géomètre-expert au sein d'une personne morale sans que cette personne morale ne doive satisfaire aux conditions de l'article 14, § 1^{er}. Dans ce cas, cette personne morale ne peut pas exercer elle-même la profession.

Le géomètre-expert personne physique reste seul responsable du respect des règles de déontologie dans l'exercice de la profession de géomètre-expert au sein de cette personne morale.

Art. 6. § 1^{er}. Seule la personne physique inscrite au tableau dans la section concernée de la liste "personnes physiques" avec la mention "actif" peut porter le titre de géomètre-expert.

Seule la personne physique inscrite sur la liste "stagiaires" peut porter le titre de géomètre-expert stagiaire.

§ 2. Seule la personne morale inscrite au tableau dans la liste "personnes morales" avec la mention "actif" peut utiliser le titre de géomètre-expert, ou reprendre ce titre dans sa dénomination sociale. Dans le cas contraire, le titre peut néanmoins être utilisé pour faire référence à un géomètre-expert personne physique inscrit au tableau qui agit au nom et pour le compte de cette personne morale.

§ 3. Seule la personne inscrite au tableau dans la liste "géomètres-experts honoraires" peut porter le titre de géomètre-expert honoraire.

Le Roi approuve, sur proposition ou après avis du Conseil national, les modalités selon lesquelles le titre de géomètre-expert honoraire peut être porté.

§ 4. Sans préjudice des paragraphes 1^{er} à 3, personne ne peut porter un autre titre susceptible de créer une confusion avec les titres de géomètre-expert, de géomètre-expert stagiaire ou de géomètre-expert honoraire.

CHAPITRE 3. — Conditions d'inscription d'une personne physique

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne physique:

a) qui veut s'établir pour exercer la profession en tant qu'indépendant;

b) ou qui veut exercer la profession en tant que travailleur ou fonctionnaire;

c) ou qui veut porter le titre professionnel;

demande son inscription au tableau en précisant la ou les section(s) pour lesquelles elle demande son inscription, et en reprenant les données requises pour l'inscription au tableau visées à l'article 4.

§ 2. La personne physique qui demande son inscription remplit les conditions suivantes:

1° fournir l'une des preuves des qualifications professionnelles suivantes:

a) un des diplômes belges suivants reconnus par la Communauté française:

i) "master en sciences de l'ingénieur industriel, finalité géomètre";

De Koning kan eveneens specifieke bewaartermijnen voor gegevens vastleggen op basis van de doelstelling en het type van de bedoelde gegevens zonder dat die termijnen de maximale termijn vastgelegd in het eerste lid mogen overschrijden.

HOOFDSTUK 2. — Recht om het beroep uit te oefenen en de titel te dragen

Art. 5. § 1. Geen enkele natuurlijke persoon mag het beroep van landmeter-expert als zelfstandige uitoefenen, indien hij niet op het tableau in de afdeling "zelfstandigen" van de lijst "natuurlijke personen" ingeschreven is met de aanduiding "actief".

§ 2. Geen enkele natuurlijke persoon mag het beroep van landmeter-expert als werknemer of ambtenaar uitoefenen, indien hij niet op het tableau in de afdeling "werknemers en ambtenaren" van de lijst "natuurlijke personen" ingeschreven is met de aanduiding "actief".

§ 3. De stagiairs mogen de beroepsactiviteiten van landmeter-expert bedoeld in artikel 3 en de activiteiten die gewoonlijk worden uitgeoefend door een landmeter-expert, zoals omschreven in de voorschriften inzake de plichtenleer bedoeld in artikel 21, uitoefenen onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van hun stagemeeester. De stagemeeester en de stagiair ondertekenen samen de in artikel 3 bedoelde plannen, akten of processen-verbaal. Ze zijn ingeschreven op de lijst "stagiairs".

§ 4. Het beroep van landmeter-expert mag alleen uitgeoefend worden door een rechtspersoon indien deze met de aanduiding "actief" is ingeschreven op het tableau in de lijst "rechtspersonen".

Een natuurlijke persoon die is ingeschreven op het tableau mag het beroep van landmeter-expert echter uitoefenen in een rechtspersoon zonder dat die rechtspersoon moet voldoen aan de voorwaarden van artikel 14, § 1. In dat geval mag die rechtspersoon het beroep niet zelf uitoefenen.

De landmeter-expert natuurlijk persoon blijft als enige aansprakelijk voor de naleving van de deontologische regels bij de uitoefening van het beroep van landmeter-expert binnen die rechtspersoon.

Art. 6. § 1. Enkel de natuurlijke persoon die ingeschreven is op het tableau in de desbetreffende afdeling van de lijst "natuurlijke personen" met de aanduiding "actief" mag de titel van landmeter-expert dragen.

Enkel de natuurlijke persoon die ingeschreven is op de lijst "stagiairs" mag de titel van landmeter-expert-stagiair dragen.

§ 2. Enkel de rechtspersoon die ingeschreven is op het tableau in de lijst "rechtspersonen" met de aanduiding "actief" mag de titel van landmeter-expert gebruiken of opnemen in zijn maatschappelijke benaming. De titel mag echter wel worden gebruikt om te verwijzen naar de natuurlijke persoon landmeter-expert ingeschreven op het tableau, die in naam en voor rekening van de rechtspersoon optreedt.

§ 3. Enkel de persoon die ingeschreven is op het tableau in de lijst "erlandmeters-experten" mag de titel van erelandmeter-expert dragen.

De Koning keurt, op voorstel of na advies van de Nationale Raad, de regels goed volgens dewelke de titel van erelandmeter-expert mag gedragen worden.

§ 4. Onverminderd de paragrafen 1 tot 3 mag niemand een andere titel dragen die verarring kan scheppen of zou kunnen scheppen met die van landmeter-expert, van landmeter-expert-stagiair of van erelandmeter-expert.

HOOFDSTUK 3. — Voorwaarden voor inschrijving van een natuurlijke persoon

Art. 7. § 1. Iedere natuurlijke persoon:

a) die zich wil vestigen om het beroep als zelfstandige uit te oefenen;

b) of het beroep wil uitoefenen als werknemer of ambtenaar;

c) of die de beroepstitel wil dragen;

vraagt zijn inschrijving op het tableau, met vermelding van de afdeling(-en) waarvoor hij een inschrijving vraagt en vermeldt daarbij de gegevens bedoeld in artikel 4 die vereist zijn voor de inschrijving op het tableau.

§ 2. De natuurlijke persoon die zijn inschrijving vraagt, voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° één van de volgende bewijzen van beroepskwalificatie leveren:

a) één van de volgende Belgische diploma's erkend door de Franse Gemeenschap:

i) "master en sciences de l'ingénieur industriel, finalité géomètre";

ii) “master en sciences géographiques, orientation géomatique et géométrie”;

iii) un diplôme de “gradué géomètre-expert immobilier”, complété par un certificat de réussite de l'épreuve intégrée délivrant les titres de géomètre-expert immobilier;

b) un des diplômes belges suivants reconnus par la Communauté flamande:

i) “master of science in de geografie en de geomatica, minor landmeetkunde in combinatie met de major topografie en hydrografie”;

ii) “master of science in de geomatica en de landmeetkunde”;

iii) “master of science in de industriële wetenschappen: landmeten”;

iv) “master of science in de industriële wetenschappen: bouwkunde – afstudeerrichting landmeten”;

v) “bachelor vastgoed: afstudeerrichting landmeten”;

c) un diplôme belge de master ou de bachelier professionnel, une attestation ou un certificat reconnu par l'autorité compétente, compatible avec l'exercice de la profession de géomètre-expert, et reconnu par le Roi, après avis favorable du Conseil national;

d) les diplômes belges qui donnaient accès à la profession ou au titre de géomètre-expert et qui ont été délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente loi;

e) un titre délivré à l'étranger dans les mêmes disciplines, moyennant la reconnaissance préalable de son équivalence par la communauté compétente. L'Ordre peut admettre dans des cas individuels l'équivalence de diplômes délivrés à l'étranger;

f) une expérience professionnelle acquise par la participation à des activités professionnelles visées à l'article 3, sous la supervision d'un ou de plusieurs géomètres-expert inscrits au tableau, et démontrant que la personne a acquis des connaissances, des compétences et des aptitudes nécessaires à l'exercice de la profession:

i) soit de quinze ans;

ii) soit de douze ans complétée par un diplôme de master ou de bachelier reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone, ou par un titre reconnu équivalent à un diplôme de master ou de bachelier;

iii) soit de dix ans complétée par un diplôme de master ou de bachelier, ou un titre reconnu comme équivalent par la communauté compétente et qui comprend une ou plusieurs matières considérées comme essentielles pour l'exercice de la profession sur la base des critères définis par la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50;

g) une attestation de compétence ou un titre de formation visé au titre III, chapitre 1^{er}, de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, délivré par un autre État membre que la Belgique au demandeur, ressortissant d'un État membre et répondant aux conditions fixées dans ce chapitre, ou un titre de formation assimilé à un tel titre en application de l'article 2, § 3, de cette même loi;

h) une preuve de l'inscription sur la liste des titulaires visés à l'article 17, § 5, de la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

i) une preuve de l'inscription sur le tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts;

2° avoir prêté le serment visé à l'article 8;

3° pour les titulaires visés au 1°, a) à e), et, le cas échéant, pour les titulaires visés au 1°, f), avoir accompli avec succès le stage visé à l'article 9, conformément aux modalités fixées dans le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12;

4° pour les titulaires visés au 1°, a) à f), avoir accompli l'examen d'aptitude visé à l'article 9, conformément aux modalités fixées dans le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12;

5° répondre aux conditions d'honorabilité suivantes:

a) ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques;

b) ne pas s'être vu refuser, même partiellement, l'effacement des dettes en application de l'article XX.173, § 3, du Code de droit économique, ne pas s'être vu déclarer personnellement obligé de tout ou partie des dettes sociales, en application des articles XX.225 ou XX.227 du même code, ne pas s'être vu interdire l'exploitation d'une entreprise, en application de l'article XX.229 du même code et ne pas

ii) “master en sciences géographiques, orientation géomatique et géométrie”;

iii) een diploma van “gradué géomètre-expert immobilier”, aangevuld met een getuigschrift van slagen voor de geïntegreerde proef voor uitreiking van de titels van meetkundige-schatter van onroerende goederen;

b) één van de volgende Belgische diploma's erkend door de Vlaamse Gemeenschap:

i) “master of science in de geografie en de geomatica, minor landmeetkunde in combinatie met de major topografie en hydrografie”;

ii) “master of science in de geomatica en de landmeetkunde”;

iii) “master of science in de industriële wetenschappen: landmeten”;

iv) “master of science in de industriële wetenschappen: bouwkunde – afstudeerrichting landmeten”;

v) “bachelor vastgoed: afstudeerrichting landmeten”;

c) een Belgisch masterdiploma of professionele bachelor, attest of certificaat erkend door de bevoegde autoriteit, verenigbaar met de uitoefening van het beroep van landmeter-expert en erkend door de Koning, na positief advies van de Nationale Raad;

d) de Belgische diploma's die toegang gaven tot het beroep of tot de titel van landmeter-expert en die werden afgeleverd voor de inwerkingtreding van deze wet;

e) een in het buitenland uitgereikte titel in dezelfde disciplines, mits de gelijkwaardigheid vooraf door de bevoegde gemeenschap is erkend. De Orde kan in individuele gevallen diploma's uitgereikt in het buitenland als gelijkwaardig aanvaarden;

f) een beroepservaring verworven door de deelname aan beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 onder toezicht van een of meer landmeters-experten ingeschreven op het tableau die aantoont dat de persoon kennis, bekwaamheden en vaardigheden heeft verworven die nodig zijn voor de uitoefening van het beroep:

i) ofwel van vijftien jaar;

ii) ofwel van twaalf jaar aangevuld met een diploma van master of bachelor erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of met een titel die als gelijkwaardig werd erkend met een diploma van master of bachelor;

iii) ofwel van tien jaar aangevuld met een diploma van master of bachelor of een titel die gelijkwaardig werd erkend door de bevoegde gemeenschap en die een of meer vakken omvat die als essentieel worden beschouwd voor de uitoefening van het beroep op basis van de voorwaarden vastgelegd door de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50;

g) een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel bedoeld in titel III, hoofdstuk I, van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties, afgeleverd door een andere lidstaat dan België aan de aanvrager, onderdaan van een lidstaat en die beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd in dit hoofdstuk, of een opleidingstitel gelijkgesteld aan een dergelijke titel met toepassing van artikel 2, § 3, van dezelfde wet;

h) een bewijs van inschrijving op de lijst van beoefenaars bedoeld in artikel 17, § 5, van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

i) een bewijs van inschrijving op het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten;

2° de eed bedoeld in artikel 8 hebben afgelegd;

3° voor de titularissen bedoeld in 1°, a) tot e), en, in voorkomend geval, voor de titularissen bedoeld in 1°, f), met vrucht de stage bedoeld in artikel 9 hebben beëindigd overeenkomstig de nadere regels vastgelegd in het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12;

4° voor de titularissen bedoeld in 1°, a) tot f), het bekwaamheidsexamen, bedoeld in artikel 9 overeenkomstig de nadere regels vastgelegd in het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12, hebben afgelegd;

5° voldoen aan de volgende voorwaarden van goed gedrag:

a) niet beroofd zijn geweest van zijn politieke en burgerlijke rechten;

b) niet, zelfs gedeeltelijk, de schuldkwijtschelding geweigerd zijn geweest met toepassing van artikel XX.173, § 3, van het Wetboek van economisch recht, niet persoonlijk aansprakelijk zijn gesteld geweest voor het geheel of een deel van de schulden van de onderneming met toepassing van artikel XX.225 of XX.227 van hetzelfde wetboek, niet het verbod opgelegd zijn geweest een onderneming uit te baten met

s'êtré vu refuser la réhabilitation en application de l'article XX.237 du même code;

c) ne pas avoir encouru en Belgique ou dans un autre État de l'Union européenne, une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de trois mois au moins pour l'une des infractions mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, pour une infraction à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, pour une infraction au Code des sociétés et des associations, au livre III, titre 3, chapitre 2, du Code de droit économique, et à ses arrêtés d'exécution ou à la législation fiscale.

§ 3. Les diplômés visés au paragraphe 2, 1°, a) à d), et f), ii) et iii), sont délivrés par des institutions d'enseignement ou de formation organisées, reconnues ou subventionnées par les autorités compétentes.

Le Roi peut, après avis du Conseil national, retirer un diplôme ou un titre de la liste des preuves de qualifications professionnelles lorsqu'il est établi que ce diplôme ou ce titre n'est plus reconnu par l'autorité compétente. Il peut également adapter ou rajouter, dans les mêmes conditions, la dénomination d'un diplôme ou d'un titre en vue de tenir compte d'une nouvelle dénomination officielle.

La Commission de formation professionnelle visée à l'article 50 est chargée de déterminer les diplômes de master ou de bachelier, ou les titres visés au paragraphe 2, 1°, f), qui comprennent au moins pour partie des matières considérées comme essentielles pour l'exercice de la profession sur la base de critères fixés par le Roi.

La Commission de formation professionnelle est chargée d'évaluer l'expérience professionnelle des personnes visées au paragraphe 2, 1°, f).

§ 4. Les ressortissants d'un État membre qui ont acquis une attestation de compétence ou un titre de formation visé au paragraphe 2, 1°, g), sont soumis à l'ensemble des conditions et bénéficient de l'ensemble des droits prévus dans la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, sans préjudice des dispositions prévues par ou en vertu de la présente loi.

La personne physique détentrice de cette attestation de compétence ou de ce titre de formation a le droit d'utiliser le titre académique de son État membre d'origine, et éventuellement son abréviation, dans la langue de cet État. Dans ce cas, ce titre est suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré.

§ 5. Le Roi peut, sur proposition ou avis du Conseil national, fixer les conditions et la procédure d'inscription de ressortissants de pays tiers qui exercent la profession dans un pays tiers ou un autre État membre.

§ 6. Le Roi peut réduire le nombre d'années d'expérience professionnelle requises visé au paragraphe 2, 1°, f), sur la base d'une évaluation réalisée trois ans après le premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE 4. — Serment

Art. 8. § 1^{er}. Les Belges prêtent le serment visé à l'article 7, § 2, 2°, dans les termes suivants:

“Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et je jure de remplir fidèlement, en honneur et conscience, les missions qui me seront confiées dans le cadre de l'exercice de la profession de géomètre-expert.”

§ 2. Les personnes de nationalité étrangère, qui veulent s'établir en Belgique, prêtent serment dans les termes suivants:

“Je jure de remplir fidèlement, en honneur et conscience, selon les prescriptions de la loi belge, les missions qui me seront confiées dans le cadre de l'exercice de la profession de géomètre-expert.”

§ 3. Les Belges et les personnes de nationalité étrangère qui sont domiciliés en Belgique prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur domicile. Les Belges et les personnes de nationalité étrangère qui n'ont pas de domicile en Belgique prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur choix.

§ 4. Le géomètre-expert stagiaire qui a prêté serment dans le cadre de son stage est réputé avoir prononcé le serment en qualité de géomètre-expert lorsque la Chambre exécutive compétente l'inscrit au tableau.

toepassing van artikel XX.229 van hetzelfde wetboek en niet een eerherstel geweigerd zijn geweest met toepassing van artikel XX.237 van hetzelfde wetboek;

c) geen zelfs voorwaardelijke gevangenisstraf van ten minste drie maanden hebben opgelopen in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie voor een van de misdrijven vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, voor een inbreuk op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, voor een inbreuk op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, op boek III, titel 3, hoofdstuk 2, van het Wetboek van economisch recht, en zijn uitvoeringsbesluiten, of op de fiscale wetgeving.

§ 3. De diploma's bedoeld paragraaf 2, 1°, a) tot d), en f), ii) en iii), worden afgeleverd door onderwijs- of opleidingsinstellingen die door de bevoegde autoriteiten worden georganiseerd, erkend of gesubsidieerd.

De Koning kan, na advies van de Nationale Raad, een diploma of een titel verwijderen uit de lijst van de bewijzen van beroepskwalificaties indien wordt vastgesteld dat dit diploma of deze titel niet meer wordt erkend door de bevoegde autoriteit. Hij kan ook onder dezelfde voorwaarden de benaming van een diploma of een titel aanpassen of toevoegen om rekening te houden met een nieuwe officiële benaming.

De Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50 legt de lijst van de diploma's van master of bachelor of de titels bedoeld in paragraaf 2, 1°, f) die minstens gedeeltelijk vakken bevatten die als essentieel worden beschouwd voor de uitoefening van het beroep op basis van de voorwaarden vastgelegd door de Koning.

De Beroepsopleidingscommissie beoordeelt de beroepservaring van de personen bedoeld in paragraaf 2, 1°, f).

§ 4. De onderdanen van een lidstaat die een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel bedoeld in paragraaf 2, 1°, g) hebben verworven, zijn onderworpen aan alle voorwaarden en genieten van alle rechten bepaald in de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties, onverminderd de bepalingen bepaald door of krachtens deze wet.

De natuurlijke persoon, houder van dit bekwaamheidsattest of deze opleidingstitel, heeft het recht om de academische titel die hem verleend is in de lidstaat van oorsprong, en eventueel de afkorting ervan, in de taal van deze lidstaat te gebruiken. In dit geval wordt deze titel gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of examencommissie die de titel heeft verleend.

§ 5. De Koning kan, op voorstel of advies van de Nationale Raad, de voorwaarden en de procedure vaststellen voor de inschrijving van onderdanen van derde landen die het beroep in een derde land of in een andere lidstaat uitoefenen.

§ 6. De Koning kan het vereiste aantal jaren beroepservaring bedoeld in § 2, 1°, f), verminderen op basis van een evaluatie drie jaar na de eerste dag van de maand volgend op de inwerkingtreding van deze wet.

HOOFDSTUK 4. — Eed

Art. 8. § 1. Belgen leggen de eed bedoeld in artikel 7, § 2, 2°, af in de volgende bewoordingen:

“Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk, en ik zweer de opdrachten die mij in het kader van de uitoefening van het beroep van landmeter-expert zullen worden toevertrouwd, getrouw en in eer en geweten te vervullen.”

§ 2. Personen van vreemde nationaliteit die zich in België willen vestigen, leggen de eed af in de volgende bewoordingen:

“Ik zweer de opdrachten die mij in het kader van de uitoefening van het beroep van landmeter-expert zullen worden toevertrouwd getrouw en in eer en geweten te vervullen volgens de voorschriften van de Belgische wet.”

§ 3. Belgen en personen van vreemde nationaliteit die hun woonplaats in België hebben, leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats. Belgen en personen van vreemde nationaliteit die geen woonplaats in België hebben, leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun keuze.

§ 4. De landmeter-expert-stagiair die in het kader van zijn stage de eed heeft afgelegd, wordt geacht de eed te hebben afgelegd als landmeter-expert, indien de bevoegde Uitvoerende Kamer overgaat tot inschrijving op het tableau.

Le stagiaire qui a échoué à son stage ne peut plus se prévaloir de ce serment dès que la décision constatant cet échec est définitive.

§ 5. La prestation de serment se fait sur la base de la production d'une déclaration de l'Ordre que la personne dispose d'un titre au sens de l'article 7, § 2, 1^o.

§ 6. Les personnes qui ont prêté le serment visé à l'article 2 de la loi du 6 août 1993 abrogeant l'arrêté royal du 31 juillet 1825 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'arpenteur sont réputées avoir prononcé le serment prévu par le présent article.

§ 7. Les personnes qui ont prêté le serment visé à l'article 7 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts sont réputées avoir prononcé le serment prévu par le présent article.

CHAPITRE 5. — Formation professionnelle

Art. 9. § 1^{er}. Un stage est organisé en vue de permettre au stagiaire d'acquérir l'expérience professionnelle nécessaire à l'exercice de la profession. Le stage dure 210 jours prestés à temps plein ou pendant une durée équivalente à temps partiel. Le stage se clôture par un examen d'aptitude. En cas d'échec, le stage peut être recommencé ou prolongé. Si le stagiaire ne réussit pas l'examen d'aptitude dans les huit ans à partir de la date de son inscription au tableau, il est omis du tableau. Le stagiaire ne peut recommencer le stage qu'après trois ans.

§ 2. Pour être admis au stage, il faut:

1^o réunir les conditions visées à l'article 7, § 2, 1^o et 2^o;

2^o avoir conclu une convention de stage avec un maître de stage, inscrit à l'Ordre dans une section de la liste "personnes physiques" du tableau, et répondant aux conditions fixées par le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12.

§ 3. Les géomètres-experts stagiaires sont membres de l'Ordre mais n'ont pas droit de vote au sein des organes de l'Ordre.

§ 4. La personne qui invoque une expérience professionnelle visée à l'article 7, § 2, 1^o, *f*), et qui souhaite suivre le stage peut, au plus tôt deux ans avant d'avoir atteint la durée d'expérience minimale requise, demander un examen de son expérience professionnelle à la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50.

La Commission de formation professionnelle détermine, sur la base des activités exercées et qui seront encore exercées, y inclus dans le cadre du stage, si son expérience professionnelle apparaît insuffisante ou suffisante moyennant accomplissement du stage.

Dans ce dernier cas, le demandeur qui répond aux conditions du paragraphe 2 est inscrit à sa demande au tableau sur décision de la Chambre exécutive compétente comme stagiaire et est soumis aux conditions du paragraphe 1^{er}. Les jours durant lesquels il accomplit le stage, pour autant qu'il le termine avec succès et qu'il réussisse l'examen d'aptitude, sont considérés comme des jours d'expérience professionnelle.

Par dérogation à l'article 7, § 2, 1^o, *f*), le demandeur qui a réussi avec succès le stage et l'examen d'aptitude est considéré comme ayant l'expérience suffisante requise et peut demander son inscription au tableau dans la liste "personnes physiques", conformément à l'article 7.

§ 5. La personne qui invoque une expérience professionnelle visée à l'article 7, § 2, 1^o, *f*), peut, dès qu'elle a atteint l'expérience professionnelle minimale requise, introduire auprès de la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50 sa demande d'inscription au tableau en tant que géomètre-expert.

La Commission de formation professionnelle examine son dossier sur la base de l'ensemble des pièces communiquées, afin de déterminer si cette personne a une expérience insuffisante, suffisante ou suffisante moyennant l'accomplissement de tout ou partie du stage. Dans ce dernier cas, le demandeur qui répond aux conditions du paragraphe 2 est inscrit sur décision de la Chambre exécutive compétente au tableau comme stagiaire et est soumis aux conditions du paragraphe 1^{er} pour la durée du stage fixée par la Commission de formation professionnelle.

La personne visée à l'alinéa 1^{er} présente à l'issue du stage ou, en cas de dispense du stage, après validation de son inscription à l'examen d'aptitude, l'examen d'aptitude, selon les modalités prévues par le règlement de formation professionnelle.

De stagiair die niet geslaagd is in zijn stage, kan geen aanspraak meer maken op die eed van zodra de beslissing inzake het niet slagen voor de stage definitief is.

§ 5. De eedaflegging gebeurt op basis van de voorlegging van een verklaring van de Orde dat de persoon over een titel in de zin van artikel 7, § 2, 1^o, beschikt.

§ 6. De personen die de eed hebben afgelegd als bedoeld in artikel 2 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter, worden geacht de in dit artikel vermelde eed te hebben afgelegd.

§ 7. De personen die de eed hebben afgelegd als bedoeld in artikel 7 van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert, worden geacht de in dit artikel vermelde eed te hebben afgelegd.

HOOFDSTUK 5. — Beroepsopleiding

Art. 9. § 1. Er wordt een stage georganiseerd om de stagiair toe te laten de beroepservaring op te doen die nodig is voor de uitoefening van het beroep. De stage loopt gedurende 210 op voltijdse basis gepresteerde dagen of gedurende een daarmee gelijkwaardige periode op deeltijdbasis. De stage eindigt met een bekwaamheidsexamen. Wanneer de stagiair niet slaagt, kan de stage herbegonnen of verlengd worden. Slaagt de stagiair niet in het bekwaamheidsexamen binnen acht jaar te rekenen vanaf de datum van zijn inschrijving op het tableau, dan wordt hij weggelaten van het tableau. De stagiair kan slechts na een termijn van drie jaar de stage hervatten.

§ 2. Om tot de stage toegelaten te worden, is het nodig:

1^o te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 7, § 2, 1^o en 2^o;

2^o een stageovereenkomst te hebben gesloten met een stagemester, ingeschreven bij de Orde in een afdeling van de lijst "natuurlijke personen" van het tableau en die beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd in het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12.

§ 3. De landmeters-experten-stagiairs zijn lid van de Orde maar hebben geen stemrecht binnen de organen van de Orde.

§ 4. De persoon die een beroepservaring bedoeld in artikel 7, § 2, 1^o, *f*), inroept en die de stage wil volgen, kan ten vroegste twee jaar voor het einde van de minimaal vereiste ervaringsperiode aan de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50 vragen om zijn beroepservaring te onderzoeken.

De Beroepsopleidingscommissie stelt op basis van de uitgeoefende activiteiten en van de activiteiten die nog zullen uitgeoefend worden, met inbegrip van die in het kader van de stage, vast of zijn beroepservaring onvoldoende is of voldoende op voorwaarde dat hij de stage volgt.

In het laatste geval wordt de aanvrager die voldoet aan de voorwaarden van paragraaf 2 op zijn vraag als stagiair ingeschreven op het tableau na beslissing van de bevoegde Uitvoerende Kamer en is hij onderworpen aan de voorwaarden van paragraaf 1. De dagen gedurende dewelke hij de stage volgt, worden beschouwd als dagen van beroepservaring voor zover hij de stage met succes afrondt en slaagt voor het bekwaamheidsexamen.

In afwijking van artikel 7, § 2, 1^o, *f*), wordt de aanvrager die de stage met succes heeft afgerond en geslaagd is voor het bekwaamheidsexamen, geacht een voldoende ervaring te hebben verworven en kan hij zijn inschrijving op het tableau in de lijst "natuurlijke personen" vragen overeenkomstig artikel 7.

§ 5. Van zodra hij de minimale beroepservaring verworven heeft, kan de persoon die een beroepservaring bedoeld in artikel 7, § 2, 1^o, *f*), inroept, zijn aanvraag tot inschrijving op het tableau als landmeter-expert indienen bij de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50.

De Beroepsopleidingscommissie onderzoekt zijn dossier op basis van het geheel aan bezorgde stukken om te bepalen of de persoon een onvoldoende, een voldoende of een voldoende ervaring mits het volgen van de stage of een deel ervan heeft. In het laatste geval wordt de aanvrager die voldoet aan de voorwaarden van paragraaf 2 na beslissing van de bevoegde Uitvoerende Kamer als stagiair ingeschreven op het tableau en is hij onderworpen aan de voorwaarden van paragraaf 1 voor de duur van de stage vastgelegd door de Beroepsopleidingscommissie.

De persoon bedoeld in het eerste lid legt het bekwaamheidsexamen af op het einde van de stage of, ingeval van vrijstelling van de stage, na goedkeuring van zijn inschrijving voor het bekwaamheidsexamen volgens de nadere regels bepaald door het reglement inzake de beroepsopleiding.

Art. 10. Sont dispensées du stage et de l'examen d'aptitude les personnes physiques qui demandent leur inscription au tableau et qui:

1° avant l'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la présente loi, répondaient à l'ensemble des conditions de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts pour exercer la profession sous la qualité pour laquelle elles demandent l'inscription, ou;

2° ont obtenu un diplôme visé à l'article 7, § 2, 1°, a) à e), à l'issue d'un cycle d'études commencé avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et ont prêté le serment visé à l'article 8, ou;

3° sont visées à l'article 7, § 2, 1°, h) et i).

Art. 11. § 1^{er}. Les titulaires d'un titre de formation visé à l'article 7, § 2, 1°, g), sont dispensés du stage et de l'examen d'aptitude visés à l'article 7, § 2, 3° et 4°.

Les titulaires visés à l'article 7, 1°, g), sont toutefois soumis, lorsque leur formation porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Belgique, à:

1° un stage d'adaptation d'une durée maximale de trois ans et à une épreuve d'aptitude organisée par l'Ordre conformément à la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, s'ils sont porteurs d'un titre de formation du niveau visé à l'article 13, a), de cette même loi, dans les cas visés à l'article 16, § 1^{er}, de cette même loi et selon les modalités prévues au paragraphe 2;

2° une épreuve d'aptitude organisée par l'Ordre conformément à la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, s'ils sont porteurs d'un titre de formation du niveau visé à l'article 13, b), de cette même loi, dans les cas visés à l'article 16, § 1^{er}, de cette même loi et selon les modalités prévues au paragraphe 2;

3° une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation organisé(e) par l'Ordre au choix du demandeur, s'ils sont porteurs d'un titre de formation des niveaux visés à l'article 13, c) à e), de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, dans les cas visés à l'article 16, § 1^{er}, de cette même loi et selon les modalités prévues au paragraphe 2.

§ 2. Le Roi arrête, sur proposition ou après avis du Conseil national, les modalités de l'épreuve d'aptitude, de l'établissement de la liste des matières et du statut du demandeur qui veut s'y préparer, dans le respect des règles du droit communautaire et de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles.

S'il est envisagé d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, il est préalablement vérifié si les connaissances, aptitudes et compétences professionnelles acquises par le demandeur comme géomètre-expert dans un État membre ou dans un pays tiers au cours de son expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet à cette fin d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, la différence substantielle de la formation.

L'Ordre informe le demandeur de cette décision en mentionnant:

1° le niveau de qualification requis et celui dont dispose le demandeur;

2° les différences substantielles qui justifient le stage d'adaptation ou l'épreuve d'aptitude et les raisons pour lesquelles elles ne peuvent être compensées par les connaissances, aptitudes et compétences professionnelles acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle ou de son apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet d'une validation par un organisme compétent.

L'Ordre accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à dater de sa réception et l'informe le cas échéant de tout document manquant.

La procédure d'examen d'une demande en vue d'exercer la profession de géomètre-expert est sanctionnée par une décision dûment motivée et a lieu dans les plus brefs délais, et au plus tard dans les quatre mois à compter de la présentation d'un dossier complet par le demandeur.

Cette décision, ou l'absence de décision, est susceptible d'un recours devant la Chambre exécutive compétente.

Art. 12. § 1^{er}. Le Roi arrête sur avis du Conseil national, ou sur proposition du Conseil national, le règlement relatif à la formation professionnelle.

Art. 10. Worden vrijgesteld van de stage en van het bekwaamheidsexamen, de natuurlijke personen die hun inschrijving op het tableau vragen en die:

1° voor de inwerkingtreding van alle bepalingen van deze wet voldeden aan de voorwaarden van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert om het beroep uit te oefenen onder de hoedanigheid waarvoor ze de inschrijving vragen, of;

2° aan het einde van een studiecycclus die begonnen werd voor de inwerkingtreding van deze wet, een diploma hebben behaald bedoeld in artikel 7, § 2, 1°, a) tot e), en de eed bedoeld in artikel 8 hebben afgelegd, of;

3° bedoeld zijn in artikel 7, § 2, 1°, h) en i).

Art. 11. § 1. De titularissen van een opleidingstitel bedoeld in artikel 7, § 2, 1°, g), zijn vrijgesteld van de stage en het bekwaamheidsexamen bedoeld in artikel 7, § 2, 3° en 4°.

Indien hun opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden afgedekt door de in België vereiste opleidingstitel, zijn de titularissen bedoeld in artikel 7, 1°, g), echter onderworpen aan:

1° een aanpassingsstage van maximum drie jaar en een proeve van bekwaamheid door de Orde georganiseerd overeenkomstig de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties indien ze houder zijn van een opleidingstitel van het niveau bedoeld in artikel 13, a), van dezelfde wet, in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, van dezelfde wet en volgens de nadere regels bepaald in paragraaf 2;

2° een proeve van bekwaamheid georganiseerd door de Orde overeenkomstig de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties, indien ze houder zijn van een opleidingstitel van het niveau bedoeld in artikel 13, b), van dezelfde wet, in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, van dezelfde wet en volgens de nadere regels bepaald in paragraaf 2;

3° een proeve van bekwaamheid of een aanpassingsstage door de Orde georganiseerd, naar keuze van de aanvrager, indien ze houder zijn van een opleidingstitel van de niveaus bedoeld in artikel 13, c) tot e), van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties, in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, van dezelfde wet en volgens de nadere regels bepaald in paragraaf 2.

§ 2. De Koning stelt, op voorstel of na advies van de Nationale Raad, de nadere regels vast betreffende de proeve van bekwaamheid, de opstelling van de lijst van de leerstof en het statuut van de aanvrager die zich daarop wil voorbereiden, met inachtneming van de regels inzake gemeenschapsrecht en de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties.

Indien overwogen wordt om van de aanvrager te verlangen dat hij een aanpassingsstage volbrengt of een proeve van bekwaamheid aflegt, wordt eerst nagegaan of de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties die de aanvrager tijdens zijn beroepservaring als landmeter-expert of in het kader van een leven lang leren en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd, als landmeter-expert in een lidstaat of derde land heeft verworven, van dien aard zijn dat het wezenlijk verschil in de opleiding daardoor geheel of gedeeltelijk wordt ondervangen.

De Orde brengt de aanvrager op de hoogte van deze beslissing door vermelding van:

1° het vereiste kwalificatieniveau en het niveau waarover de aanvrager beschikt;

2° de wezenlijke verschillen die de aanpassingsstage of de proeve van bekwaamheid rechtvaardigen en de redenen waarom ze niet gecompenseerd kunnen worden door beroepskennis, -vaardigheden en -competenties die zijn verworven door de aanvrager door beroepservaring of levenslang leren en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

De Orde stuurt een ontvangstbevestiging binnen één maand na de ontvangst van het dossier van de aanvrager en deelt in voorkomend geval mee welk document of documenten ontbreken.

De procedure voor de behandeling van een aanvraag om het beroep van landmeter-expert te mogen uitoefenen, wordt zo spoedig mogelijk, en in ieder geval uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledige dossier van de aanvrager, door een met redenen omklede beslissing afgesloten.

Tegen deze beslissing, of tegen het uitblijven ervan, kan beroep ingesteld worden bij de bevoegde Uitvoerende Kamer.

Art. 12. § 1. De Koning stelt het reglement betreffende de beroepsopleiding vast op advies van de Nationale Raad of op voorstel van de Nationale Raad.

§ 2. Ce règlement détermine au moins:

1° toutes les règles relatives aux conditions d'accès au stage et à l'accomplissement du stage et en particulier:

- a) les droits et obligations du stagiaire et du maître de stage;
- b) les conditions à remplir pour être maître de stage;
- c) le contenu de la convention de stage;

d) dans quels cas, compte tenu de la formation et de l'expérience du candidat, une suspension ou une réduction de la durée du stage peut être accordée;

e) la rémunération des stagiaires;

2° les attributions de la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50;

3° les matières et le contenu du stage ainsi que les matières et les conditions de l'examen d'aptitude visé à l'article 7, § 2, 4°;

4° la composition et les attributions du jury d'examen;

5° les critères visés à l'article 7, § 3, alinéa 3, en vue de déterminer les titres de formation couvrant partiellement les matières essentielles à l'exercice de la profession.

6° la durée maximale dans laquelle le stage doit être accompli.

Tant pour les Belges que pour les personnes de nationalité étrangère, la réduction de la durée du stage ou la suspension du stage est accordée sur décision de la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50.

§ 3. Le Roi peut, le cas échéant, dans le règlement de formation professionnelle visé au paragraphe 2, reprendre d'autres conditions ou modalités liées à la formation professionnelle.

CHAPITRE 6. — *Inscription d'une personne physique*

Art. 13. § 1^{er}. Une personne physique qui demande son inscription au tableau et répond aux conditions de l'article 7, § 2, est inscrite:

1° en qualité d'indépendant, dans la section "indépendants" lorsqu'elle exerce la profession sous le statut d'indépendant;

2° en qualité de travailleur ou de fonctionnaire, dans la section "travailleurs et fonctionnaires" lorsqu'elle exerce la profession sous le statut de travailleur ou de fonctionnaire.

Une personne qui demande son inscription en des qualités différentes est inscrite pour toutes les qualités sous lesquelles elle veut exercer la profession.

§ 2. Toute personne physique inscrite au tableau informe, immédiatement et par envoi recommandé ou contre accusé de réception, la Chambre exécutive compétente de toute modification relative aux conditions à respecter par la personne physique pour être inscrite au tableau.

§ 3. Le stagiaire est inscrit sur la liste "stagiaires" au tableau aux conditions fixées dans le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12.

CHAPITRE 7. — *Conditions d'inscription et inscription d'une personne morale*

Art. 14. § 1^{er}. Toute personne morale qui veut s'établir pour exercer la profession en tant que personne morale demande son inscription au tableau dans la liste "personnes morales" en reprenant les données requises pour l'inscription au tableau visées à l'article 4.

§ 2. La personne morale qui demande son inscription remplit les conditions cumulatives suivantes:

1° plus de cinquante pour cent des gérants, administrateurs, membres du comité de direction et, de façon plus générale, des mandataires indépendants qui interviennent au nom et pour le compte de la personne morale, sont:

a) soit des personnes physiques autorisées à exercer la profession de géomètre-expert;

b) soit des personnes morales dont le représentant permanent au sens de l'article 2:55 du Code des sociétés et des associations est associé, gérant ou administrateur de cette personne morale et est lui-même autorisé à exercer la profession de géomètre-expert;

§ 2. Dit reglement bepaalt ten minste:

1° alle regels met betrekking tot de voorwaarden voor toegang tot de stage en de uitvoering van de stage en in het bijzonder:

- a) de rechten en plichten van de stagiair en de stagemeeester;
- b) de voorwaarden om als stagemeeester erkend te worden;
- c) de inhoud van de stageovereenkomst;

d) in welke gevallen, rekening houdend met de opleiding en de ervaring van de kandidaat, een schorsing of verkorting van de duur van de stage kan worden toegestaan;

e) de bezoldiging van de stagiairs;

2° de bevoegdheden van de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50;

3° de vakken en de inhoud van de stage evenals de vakken en de voorwaarden van het bekwaamheidsexamen bedoeld in artikel 7, § 2, 4°;

4° de samenstelling en de bevoegdheden van de examenjury;

5° de voorwaarden bedoeld in artikel 7, § 3, derde lid, om de opleidingstitels vast te leggen die de essentiële vakken voor de uitoefening van het beroep bevatten.

6° de maximumduur waarbinnen de stage moet worden voltooid.

Zowel voor Belgen als voor buitenlanders wordt de inkorting van duur van de stage of de schorsing van de stage toegekend bij beslissing van de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50.

§ 3. De Koning kan, in voorkomend geval, andere regels betreffende de beroepsopleiding nader bepalen in het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in paragraaf 2.

HOOFDSTUK 6. — *Inschrijving van een natuurlijk persoon*

Art. 13. § 1. Een natuurlijk persoon die zijn inschrijving op het tableau vraagt en voldoet aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, wordt ingeschreven:

1° in de hoedanigheid van zelfstandige, in de afdeling "zelfstandigen" wanneer hij het beroep uitoefent onder het statuut van zelfstandige;

2° in de hoedanigheid van werknemer of van ambtenaar, in de afdeling "werknemers en ambtenaren" wanneer hij het beroep uitoefent onder het statuut van werknemer of ambtenaar.

Een persoon die een inschrijving vraagt in verschillende hoedanigheden, wordt ingeschreven voor alle hoedanigheden waarin hij het beroep wil uitoefenen.

§ 2. Iedere natuurlijke persoon die ingeschreven is op het tableau brengt de bevoegde Uitvoerende Kamer, onmiddellijk en bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging, op de hoogte van iedere wijziging die betrekking heeft op de voorwaarden waaraan de natuurlijke persoon moet voldoen om op het tableau ingeschreven te zijn.

§ 3. De stagiair wordt ingeschreven op de lijst "stagiairs" van het tableau volgens de voorwaarden vastgelegd in het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12.

HOOFDSTUK 7. — *Voorwaarden voor inschrijving en inschrijving van een rechtspersoon*

Art. 14. § 1. Iedere rechtspersoon die zich wil vestigen om het beroep van landmeter-expert als rechtspersoon uit te oefenen, vraagt zijn inschrijving op het tableau in de lijst "rechtspersonen" en vermeldt daarbij de gegevens bedoeld in artikel 4 die vereist zijn voor de inschrijving op het tableau.

§ 2. De rechtspersoon die zijn inschrijving vraagt, voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° meer dan vijftig percent van de zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité, en, op meer algemene wijze, van de zelfstandige mandatarissen die optreden in naam en voor rekening van de rechtspersoon, zijn:

a) hetzij natuurlijke personen die gemachtigd zijn het beroep van landmeter-expert uit te oefenen;

b) hetzij rechtspersonen waarvan de vaste vertegenwoordiger in de zin van artikel 2:55 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen een vennoot, zaakvoerder of bestuurder van die rechtspersoon is en zelf gemachtigd is om het beroep van landmeter-expert uit te oefenen;

2° plus de cinquante pour cent des droits de vote sont détenus, directement ou indirectement, par des personnes autorisées à exercer la profession de géomètre-expert;

3° la personne morale ne peut détenir de participations que dans d'autres sociétés ou personnes morales dont l'objet et les activités ne sont pas incompatibles avec l'exercice de la profession de géomètre-expert;

4° conformément au Code des sociétés et des associations, son objet mentionne les activités professionnelles visées à l'article 3, et le cas échéant les autres activités exercées, lesquelles ne peuvent pas être incompatibles avec l'exercice de la profession de géomètre-expert.

§ 3. La personne morale qui répond aux conditions visées au paragraphe 2 est inscrite dans la liste "personnes morales" du tableau.

§ 4. Si, en raison du décès ou du départ d'une personne visée au paragraphe 2, 1° ou 2°, la personne morale ne répond plus aux conditions requises pour exercer la profession de géomètre-expert, celle-ci dispose d'un délai de six mois à compter de la date du décès ou du départ pour se mettre en conformité avec ces conditions. Durant ce délai, la personne morale peut continuer à exercer la profession de géomètre-expert. Passé ce délai, la personne morale est de plein droit omise du tableau.

§ 5. Toute personne morale inscrite au tableau informe, immédiatement et par envoi recommandé ou contre accusé de réception, la Chambre exécutive compétente de toute modification relative aux conditions à respecter par la personne morale pour être inscrite au tableau.

CHAPITRE 8. — *Retrait de la qualité en cas de non-respect des conditions d'inscription ou sur demande*

Art. 15. La Chambre exécutive compétente peut retirer la qualité d'une personne physique ou morale si elle ne répond pas ou plus aux conditions des articles 7 et 14. La personne dont la qualité est retirée est automatiquement omise du tableau.

Un recours peut être introduit contre cette décision devant la Chambre d'appel compétente.

Art. 16. Une personne peut à tout moment demander le retrait de sa qualité et l'omission du tableau.

Toutefois, lorsque la personne a été rappelée à l'ordre ou lorsque la personne concernée est renvoyée devant les instances disciplinaires, elle ne peut être omise à sa demande qu'après la décision de la Chambre exécutive ou, le cas échéant, qu'après la décision de la Chambre d'appel.

Le Roi fixe les conditions et les modalités de réinscription au tableau.

TITRE 4. — *Libre prestation de services et inscription au registre des prestataires de services*

Art. 17. § 1^{er}. Les ressortissants d'un État membre sont, sans être inscrits au tableau, autorisés à exercer temporairement et occasionnellement les activités professionnelles visées à l'article 3 sans devoir répondre aux conditions fixées par l'article 7 ou aux autres conditions fixées par la présente loi, selon les modalités de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles et du paragraphe 2, si:

1° ils sont légalement établis dans un autre État membre pour y exercer la même profession et;

2° lorsque la profession de géomètre-expert n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement, ils l'ont exercée dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent leur prestation de services.

§ 2. En application de l'article 9 de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles, lorsque les personnes visées au paragraphe 1^{er} se déplacent vers le territoire de la Belgique pour la première fois pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, les activités professionnelles visées à l'article 3, elles en informent préalablement la Chambre exécutive compétente par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

La déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire de services compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir la déclaration par tout moyen.

2° meer dan vijftig percent van de stemrechten zijn, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bezit van personen die gemachtigd zijn het beroep van landmeter-expert uit te oefenen;

3° de rechtspersoon mag alleen deelnemingen bezitten in andere vennootschappen of rechtspersonen waarvan het doel en de activiteiten niet onverenigbaar zijn met de uitoefening van het beroep van landmeter-expert;

4° overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vermeldt zijn doel de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3, en in voorkomend geval de andere uitgeoefende activiteiten die niet onverenigbaar mogen zijn met de uitoefening van het beroep van landmeter-expert.

§ 3. De rechtspersoon die aan de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden voldoet, wordt in de lijst "rechtspersonen" van het tableau ingeschreven.

§ 4. Als de rechtspersoon wegens het overlijden of het vertrek van een in paragraaf 2, 1° of 2°, bedoelde persoon niet meer beantwoordt aan de vereiste voorwaarden om het beroep van landmeter-expert uit te oefenen, beschikt die over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van overlijden of vertrek om zich in regel te stellen met die voorwaarden. Gedurende die termijn mag de rechtspersoon het beroep van landmeter-expert verder uitoefenen. Na deze termijn wordt de rechtspersoon van rechtswege weggelaten van het tableau.

§ 5. Iedere rechtspersoon die ingeschreven is op het tableau brengt de bevoegde Uitvoerende Kamer, onmiddellijk en bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging, op de hoogte van iedere wijziging die betrekking heeft op de voorwaarden waaraan de rechtspersoon moet voldoen om op het tableau ingeschreven te zijn.

HOOFDSTUK 8. — *Intrekking van de hoedanigheid in het geval van niet-naleving van de inschrijvingsvoorwaarden of op verzoek*

Art. 15. De bevoegde Uitvoerende Kamer kan de hoedanigheid van een natuurlijke of rechtspersoon intrekken indien die niet of niet meer voldoet aan de vereisten van de artikelen 7 en 14. De persoon van wie de hoedanigheid wordt ingetrokken, wordt automatisch van het tableau weggelaten.

Tegen deze beslissing kan beroep worden ingesteld bij de bevoegde Kamer van Beroep.

Art. 16. Een persoon kan te allen tijde om intrekking van zijn hoedanigheid en weglating van de lijst verzoeken.

Wanneer de betrokkene terechtgewezen werd of naar de tuchtrechtelijke autoriteiten is verwezen, kan hij echter pas op zijn verzoek worden weggelaten na de beslissing van de Uitvoerende Kamer of, in voorkomend geval, na de beslissing van de Kamer van Beroep.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de wijze van herinschrijving op het tableau.

TITEL 4. — *Vrije dienstverrichting en inschrijving in het register van de dienstverrichters*

Art. 17. § 1. De onderdanen van een lidstaat zijn gerechtigd om, zonder aan de voorwaarden van artikel 7 of aan de andere voorwaarden vastgelegd door deze wet te moeten beantwoorden en zonder op het tableau ingeschreven te zijn, tijdelijk en incidenteel de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 uit te oefenen volgens de nadere regels van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties en van paragraaf 2, indien:

1° zij op wettige wijze zijn gevestigd in een andere lidstaat om er hetzelfde beroep uit te oefenen en;

2° indien het beroep niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging, zij het beroep van landmeter-expert gedurende de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste een jaar hebben uitgeoefend in één of meerdere lidstaten.

§ 2. Met toepassing van artikel 9 van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties stellen de personen bedoeld in paragraaf 1 die zich voor het eerst naar België begeven om er tijdelijk en incidenteel de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 uit te oefenen, de bevoegde Uitvoerende Kamer daar vooraf van in kennis door middel van een schriftelijke verklaring, met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

De verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, elles fournissent également les documents visés à l'article 9, § 2, a) à d), de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles.

§ 3. Les personnes visées au paragraphe 1^{er} sont inscrites au registre par la Chambre exécutive compétente.

La compétence des Chambres exécutives est déterminée par le lieu où le demandeur exercera ses activités professionnelles pour la première fois.

§ 4. Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation est apprécié au cas par cas par l'Ordre, notamment en fonction de la durée de la prestation, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

§ 5. Ces prestataires sont soumis aux règles de conduite telles que reprises dans la déontologie approuvée par le Roi en exécution de l'article 21, § 1^{er}, de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires.

Art. 18. Un registre reprenant les prestataires de services qui exercent temporairement et occasionnellement la profession est tenu au sein de l'Ordre.

TITRE 5. — Droits et obligations des géomètres-experts

CHAPITRE 1^{er}. — Consultation des bases de données

Art. 19. § 1^{er}. Le géomètre-expert peut consulter des bases de données et consulter et traiter des données relevant du Règlement général sur la Protection des Données, pour les finalités liées aux activités d'intérêt public suivantes, moyennant le respect de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données:

1° les activités professionnelles visées à l'article 3;

2° les activités visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 15 décembre 2005 fixant les règles de déontologie du géomètre-expert.

Sous réserve des modalités particulières fixées pour une base de données, les données à caractère personnel auxquelles un géomètre-expert peut avoir accès pour les finalités précisées à l'alinéa 1^{er} sont:

1° les données d'identification des titulaires, actuels et passés, d'un droit réel sur les biens immobiliers concernés, ainsi que celles des personnes qui interviennent, ou dont il est fait état, à l'occasion de la finalité poursuivie;

2° les données de contact des titulaires, actuels et passés, d'un droit réel sur les biens immobiliers concernés, ainsi que celles des personnes qui interviennent, ou dont il est fait état, à l'occasion de la finalité poursuivie;

3° les domiciles des titulaires, actuels et passés, d'un droit réel sur les biens immobiliers concernés;

4° la nature et la quotité de droits réels attachés aux biens immobiliers concernés;

5° des données urbanistiques relatives aux biens immobiliers concernés;

6° les parcelles cadastrales et plus généralement la documentation cadastrale correspondante aux biens immobiliers concernés;

7° les points de comparaison composés des adresses de biens immobiliers, de leur nature, de leur surface utile, de leur revenu cadastral, de leur prix de vente et de la date de la transaction correspondante, ainsi que de toute autre caractéristique particulière.

Sans préjudice des dispositions organisationnelles et techniques spécifiques fixées pour l'accès à une base de données, lesdites données ne peuvent être conservées que maximum dix ans à dater de la consultation, sauf si ces données sont liées à la gestion d'un contentieux en cours et pour autant que ces données soient strictement nécessaires à la gestion de ce contentieux et durant le temps strictement nécessaire à la gestion de ce contentieux.

§ 2. L'Ordre peut servir d'intermédiaire pour permettre l'accès à ces bases de données et/ou ces données. Dans ce cas, il établit, en concertation avec le responsable du traitement de la base de données concernée, un règlement qui fixe les modalités pour l'accès et le traitement, sans préjudice du paragraphe 1^{er}.

En cas de non-respect de la législation, du règlement établi par l'Ordre, et des règlements et dispositions contractuelles communiqués à l'Ordre et imposés par les organisations publiques ou privées, gestionnaires de ces données ou de ces bases de données, la Chambre

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafe situatie, bezorgen zij ook de documenten bedoeld in artikel 9, § 2, a) tot d), van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties.

§ 3. De personen bedoeld in paragraaf 1 worden door de bevoegde Uitvoerende Kamer ingeschreven in het register.

De bevoegdheid van de Uitvoerende Kamers wordt bepaald door de plaats waar de aanvrager zijn beroepsactiviteiten voor het eerst zal uitoefenen.

§ 4. Het tijdelijke en incidentele karakter van de dienstverrichting wordt door de Orde geval per geval beoordeeld, met name in het licht van de duur, frequentie, regelmaat en continuïteit van de verrichting.

§ 5. Deze dienstverrichters vallen onder de beroepsregels zoals vastgelegd in de plichtenleer die door de Koning is goedgekeurd in uitvoering van artikel 21, § 1, van professionele, wettelijke of administratieve aard die rechtstreeks verband houden met de beroepskwalificaties, zoals de definitie van het beroep, het gebruik van titels en de ernstige wanprestatie bij de uitoefening van het beroep die rechtstreeks en specifiek verband houdt met de bescherming en de veiligheid van consumenten, alsook de tuchtrechtelijke bepalingen.

Art. 18. Er wordt binnen de Orde een register bijgehouden van de dienstverrichters die tijdelijk en incidenteel het beroep uitoefenen.

TITEL 5. — Rechten en plichten van de landmeters-experten

HOOFDSTUK 1. — Raadpleging van databanken

Art. 19. § 1. De landmeter-expert mag databanken raadplegen en gegevens raadplegen en verwerken die onder de Algemene Verordening Gegevensbescherming vallen, voor de doeleinden verbonden aan de volgende activiteiten van openbaar belang, mits inachtnaam van passende technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens te waarborgen:

1° de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3;

2° de activiteiten bedoeld in artikel 18, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 15 december 2005 tot vaststelling van de voorschriften inzake de plichtenleer van de landmeter-expert.

Onder voorbehoud van de bijzondere nadere regels vastgelegd voor een databank, zijn de persoonsgegevens waartoe een landmeter-expert toegang mag hebben voor de doeleinden bedoeld in het eerste lid:

1° de identificatiegegevens van de huidige en vroegere houders van een zakelijk recht op het betrokken onroerend goed, alsmede die van personen die tussenkomen of worden vermeld in verband met het nagestreefde doel;

2° de contactgegevens van huidige en vroegere houders van een zakelijk recht op het betrokken onroerend goed, alsmede die van personen die tussenkomen of vermeld worden in verband met het nagestreefde doel;

3° de woonplaatsen van de huidige en vroegere houders van een zakelijk recht op het betrokken onroerend goed;

4° de aard en de omvang van de zakelijke rechten die op het betrokken onroerend goed rusten;

5° stedenbouwkundige gegevens met betrekking tot de betrokken eigendommen;

6° de kadastrale percelen en, meer in het algemeen, de kadastrale documentatie over de betrokken onroerende goederen;

7° de vergelijkingspunten bestaande uit de adressen van de onroerende goederen, hun aard, hun nuttige oppervlakte, hun kadastraal inkomen, hun verkoopprijs en de datum van de desbetreffende transactie, alsmede alle andere specifieke kenmerken.

Onverminderd de specifieke organisatorische en technische bepalingen die zijn vastgesteld voor de toegang tot een databank, mogen die gegevens slechts gedurende ten hoogste tien jaar na de datum van raadpleging worden bewaard, tenzij de gegevens verband houden met het beheer van een lopend geschil en voor zover die gegevens strikt noodzakelijk zijn voor het beheer van dat geschil en gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is voor het beheer van dat geschil.

§ 2. De Orde kan optreden als tussenpersoon bij het verlenen van toegang tot deze databanken en/of gegevens. In dat geval stelt ze in overleg met de verwerkingsverantwoordelijke van de desbetreffende databank een reglement op dat de nadere regels voor raadpleging en verwerking vastlegt, onverminderd paragraaf 1.

Bij het niet-naleven van de betreffende wetgeving, van het reglement dat door de Orde is opgemaakt of van de reglementen en contractuele bepalingen aan de Orde meegedeeld en opgelegd door de openbare of private organisaties, beheerders van deze gegevens of databanken, kan

exécutive peut, sans préjudice de sanctions disciplinaires éventuelles, bloquer l'accès du géomètre-expert aux bases de données et/ou aux données.

§ 3. L'Ordre transmet immédiatement toute sanction concernant un non-respect des finalités visées au paragraphe 1^{er} à l'Autorité de protection des données ainsi qu'au responsable du traitement de la base de données concernée.

CHAPITRE 2. — Cotisations

Art. 20. § 1^{er}. Toutes les personnes inscrites au tableau sont membres de l'Ordre.

§ 2. Les membres de l'Ordre qui sont inscrits au tableau avec la mention "actif" payent une cotisation annuelle, non remboursable, à l'Ordre.

Dans le courant du dernier trimestre de l'année, le Conseil national détermine les montants de la cotisation pour l'exercice annuel suivant qu'il soumet à l'approbation du ministre. Le montant de la cotisation est identique, quelle que soit la qualité sous laquelle une personne est inscrite.

Lorsque la personne physique est inscrite au tableau sous plus d'une qualité, dont celle d'indépendant, elle paie la cotisation d'indépendant, majorée d'un montant adapté complémentaire fixé par le Conseil national. Ce montant complémentaire ne dépasse pas cinquante pour cent du montant de la cotisation fixée pour le titulaire indépendant.

Lorsque la cotisation concerne une personne physique qui est inscrite au tableau tant sous la qualité de fonctionnaire que sous celle de travailleur, la cotisation est répartie selon les règles fixées par le Conseil national. En totalité, elle ne dépasse pas la cotisation fixée pour l'inscription du titulaire sous une qualité majorée de maximum cinquante pour cent du montant de cette cotisation.

La personne morale paie, indépendamment des cotisations payées par les personnes physiques qui exercent la profession au sein de la personne morale, une cotisation établie par le Conseil national.

Le montant de la cotisation pour les stagiaires, déterminé par le Conseil national, ne dépasse pas cinquante pourcent de la cotisation fixée pour le titulaire inscrit sous une qualité.

§ 3. Le montant des frais de dossier en cas de retard de paiement des cotisations est fixé annuellement par le Conseil national et est soumis à l'approbation du ministre.

§ 4. En cas de non-paiement de la cotisation par un membre dans le délai fixé par le Conseil national, la Chambre exécutive peut, après avoir mis en demeure ce membre et l'avoir invité à payer la cotisation majorée des frais de dossier, le rappeler à l'ordre.

Le membre peut contester le rappel à l'ordre suivant la procédure décrite à l'article 24, alinéa 2.

La Chambre exécutive peut retirer la qualité de membre lorsque le membre reste en défaut de s'exécuter après un rappel à l'ordre définitif dans le délai visé à l'article 24, alinéa 2.

Le retrait de la qualité de membre entraîne de plein droit l'omission du tableau.

Lorsque le membre démontre avoir payé la cotisation majorée, la chambre compétente du Conseil national procède à sa réinscription au tableau.

§ 5. Lorsque la qualité de membre de la personne en défaut de paiement lui a déjà été retirée pour non-paiement de la cotisation dans les cinq ans précédant l'actuel défaut de paiement, la Chambre exécutive, peut lui infliger, en plus du paiement de la cotisation majorée, une peine disciplinaire conformément à l'article 25.

Lorsque le membre en défaut de paiement exerce une fonction au sein de l'Ordre, la Chambre exécutive peut, par dérogation au paragraphe 4 et à l'alinéa 1^{er}, lui infliger une peine disciplinaire dès le premier défaut de paiement.

La cotisation n'est plus due si le membre concerné a demandé son omission du tableau avant l'expiration du délai fixé par le Conseil national.

CHAPITRE 3. — Déontologie

Art. 21. § 1^{er}. Un géomètre-expert inscrit au tableau ou dans le registre exerce les activités professionnelles de géomètre-expert visées à l'article 3 et les activités habituellement exercées par un géomètre-expert, telles que décrites dans les règles de déontologie, conformément à ces règles, qu'il exerce les activités professionnelles en qualité

de Uitvoerende Kamer de toegang van de landmeter-expert tot de databanken en/of gegevens blokkeren, onverminderd eventuele disciplinaire sancties.

§ 3. De Orde maakt elke sanctie betreffende de eventuele niet-naleving van de doeleinden bedoeld in paragraaf 1 onmiddellijk over aan de Gegevensbeschermingsautoriteit en aan de verwerkingsverantwoordelijke van de desbetreffende databank.

HOOFDSTUK 2. — Bijdragen

Art. 20. § 1. Alle personen die op het tableau zijn ingeschreven, zijn lid van de Orde.

§ 2. De leden van de Orde die op het tableau zijn ingeschreven met de aanduiding "actief", betalen een jaarlijkse, niet terugvorderbare bijdrage aan de Orde.

Tijdens het laatste kwartaal van het jaar bepaalt de Nationale Raad de bedragen van de bijdrage voor het volgende werkjaar en legt die ter goedkeuring voor aan de minister. Het bedrag van de bijdrage is hetzelfde, ongeacht de hoedanigheid waaronder een persoon ingeschreven is.

Indien een natuurlijk persoon echter onder meer dan één hoedanigheid is ingeschreven op het tableau, waaronder die van zelfstandige, betaalt die de bijdrage als zelfstandige, vermeerderd met een aangepast aanvullend bedrag, vastgelegd door de Nationale Raad. Dit aanvullend bedrag bedraagt niet meer dan vijftig procent van het bedrag van de bijdrage die werd vastgelegd voor de zelfstandige beroepsbeoefenaar.

Indien de bijdrage een natuurlijk persoon betreft die ingeschreven is onder zowel de hoedanigheid van ambtenaar als die van werknemer, wordt de bijdrage verdeeld volgens de regels vastgelegd door de Nationale Raad. Zij bedraagt in totaliteit niet meer dan de bijdrage vastgelegd voor de registratie van de houder in één hoedanigheid vermeerderd met maximum vijftig procent van het bedrag van deze bijdrage.

De rechtspersoon betaalt, ongeacht de bijdragen die betaald worden door de natuurlijke personen die het beroep binnen de rechtspersoon uitoefenen, een bijdrage vastgelegd door de Nationale Raad.

Het door de Nationale Raad vastgelegde bedrag van de bijdrage voor de stagiairs bedraagt niet meer dan vijftig procent van het bedrag bepaald voor de beroepsbeoefenaar inschreven onder een hoedanigheid.

§ 3. Het bedrag van de dossierkosten bij betalingsachterstal van de bijdragen wordt jaarlijks vastgelegd door de Nationale Raad en is onderworpen aan de goedkeuring van de minister.

§ 4. In geval van niet-betaling van de bijdrage door een lid binnen de door de Nationale Raad vastgestelde termijn, kan de Uitvoerende Kamer, na het lid in gebreke te hebben gesteld en hem te hebben verzocht de bijdrage vermeerderd met de dossierkosten te betalen, hem terechtwijzen.

Het lid kan die terechtwijzing betwisten volgens de procedure vermeld in artikel 24, tweede lid.

De Uitvoerende Kamer kan de hoedanigheid van lid intrekken wanneer het lid in gebreke blijft om het nodige te doen na een definitieve terechtwijzing binnen de termijn bedoeld in artikel 24, tweede lid.

Het intrekken van de hoedanigheid van lid houdt van rechtswege de weglating van het tableau in.

Indien het lid aantoonde de verhoogde bijdrage te hebben betaald, gaat de bevoegde kamer van de Nationale Raad over tot zijn herinschrijving op het tableau.

§ 5. Wanneer de hoedanigheid van lid van de persoon die in gebreke blijft te betalen hem al werd ontnomen wegens het niet betalen van de bijdrage in de vijf jaar voorafgaand aan het huidige uitblijven van betalen, kan de Uitvoerende Kamer hem, bovenop de verhoogde bijdrage, een tuchtstraf opleggen overeenkomstig artikel 25.

Wanneer het lid dat zijn bijdrage niet betaalt, een functie uitoefent binnen de Orde, kan de Uitvoerende Kamer hem in afwijking van paragraaf 4 en het eerste lid, vanaf de eerste wanbetaling een tuchtstraf opleggen.

De bijdrage is niet meer verschuldigd indien het betrokken lid zijn weglating van het tableau heeft gevraagd voor het verstrijken van de door de Nationale Raad vastgestelde termijn.

HOOFDSTUK 3. — Plichtenleer

Art. 21. § 1. Een landmeter-expert ingeschreven op het tableau of in het register oefent de beroepsactiviteiten van landmeter-expert bedoeld in artikel 3 en de activiteiten die gewoonlijk worden uitgeoefend door een landmeter-expert zoals omschreven in de voorschriften inzake de plichtenleer, uit overeenkomstig deze voorschriften, ongeacht of hij de

d'indépendant, de travailleur ou de fonctionnaire. Ces règles de déontologie sont approuvées par le Roi sur proposition ou après avis du Conseil national.

Si une personne physique exerce ses activités professionnelles au sein d'une personne morale inscrite au tableau, tant la personne physique que la personne morale sont soumises aux règles de déontologie.

Les associés, gérants, administrateurs et mandataires qui interviennent au nom et pour le compte de la personne morale sont également soumis aux règles de déontologie lorsqu'ils interviennent dans le cadre des activités professionnelles ou habituellement exercées par un géomètre-expert.

§ 2. Dans l'exercice des activités professionnelles visées à l'article 3 et des activités habituellement exercées par un géomètre-expert, telles que décrites dans les règles de déontologie, le géomètre-expert ne se place pas et ne se laisse pas placer, dans une situation de conflit d'intérêts, d'incompatibilité ou de concurrence déloyale, tels que définis par les règles de déontologie ou par une autre législation, et il s'abstient de toute action qui peut provoquer une telle situation.

§ 3. Toute personne physique et toute personne morale inscrite au tableau communique ses mandats et fonctions publics et privés qui sont susceptibles de mettre en danger son indépendance ou son impartialité ou de créer une incompatibilité, un conflit d'intérêt ou une concurrence déloyale. Sur demande de la Chambre exécutive dans le cadre d'une instruction d'initiative ou suite à une plainte, elle communique toutes les informations concernant l'exercice d'un mandat ou d'une fonction.

Si le mandat ou la fonction est exercé dans le cadre d'une personne morale de droit privé, le numéro d'entreprise de cette personne morale est fourni.

§ 4. Si la Chambre exécutive ou, le cas échéant, la Chambre d'appel, ne dispose pas de suffisamment d'informations pour juger de la compatibilité des activités avec la profession de géomètre-expert, elle peut demander des informations complémentaires. Le géomètre-expert communique dans le mois cette information à la Chambre exécutive ou, le cas échéant, à la Chambre d'appel.

§ 5. La personne morale met en œuvre des procédures et mécanismes de contrôle interne pour s'assurer que les personnes physiques qui exercent les activités professionnelles ou accomplissent en son nom et pour son compte des actes liés aux activités professionnelles soient indépendantes et impartiales, et pour prévenir les conflits d'intérêts.

La personne morale s'assure que les personnes faisant partie de ses organes et qui ne sont pas des géomètres-experts ne puissent pas exercer de manière directe ou indirecte une influence de nature à menacer l'indépendance ou l'impartialité des géomètres-experts actifs en son sein.

Art. 22. § 1^{er}. Dans tous les actes qu'il délivre, le géomètre-expert inscrit au tableau fait mention de sa prestation de serment en ces termes:

"Géomètre-expert assermenté par le Tribunal de première instance de ... et inscrit à l'Ordre des géomètres-experts sous le numéro ...".

Il en est de même pour le géomètre-expert qui agit au nom et pour le compte d'une personne morale ou de son employeur.

§ 2. Dans tous les actes qu'il délivre, le géomètre-expert stagiaire fait mention de sa prestation de serment en ces termes:

"Géomètre-expert stagiaire, assermenté par le Tribunal de première instance de ... et inscrit sur la liste des stagiaires sous le numéro ...".

CHAPITRE 4. — Assurance

Art. 23. § 1^{er}. Toute personne physique et/ou personne morale autorisée à exercer les activités professionnelles visées à l'article 3 et les activités habituellement exercées par un géomètre-expert, telles que décrites dans les règles de déontologie, conformément à la présente loi, et dont la responsabilité civile peut être engagée en raison des actes qu'elle accomplit à titre professionnel ou des actes de ses préposés, est couverte par une assurance pour les activités qu'elle exerce effectivement.

Le Roi fixe les modalités et les conditions de l'assurance afin de permettre une couverture adéquate du risque encouru par le destinataire des services prestés par le géomètre-expert, notamment:

- 1° le montant minimal à garantir;
- 2° l'étendue de la garantie dans le temps;

beroepsactiviteiten uitoefent in de hoedanigheid van zelfstandige, werknemer of van ambtenaar. Deze voorschriften inzake de plichtenleer worden goedgekeurd door de Koning, op voorstel of na advies van de Nationale Raad.

Indien een natuurlijk persoon zijn beroepsactiviteiten uitoefent binnen een rechtspersoon die op het tableau is ingeschreven, zijn zowel de natuurlijke persoon als de rechtspersoon onderworpen aan de tuchtregels.

De vennoten, zaakvoerders, bestuurders en lasthebbers die in naam en voor rekening van de rechtspersoon optreden, zijn eveneens onderworpen aan de tuchtregels wanneer zij optreden in het kader van de beroepsactiviteiten of de activiteiten die gewoonlijk door een landmeter-expert worden uitgeoefend.

§ 2. Bij de uitoefening van de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 en van de activiteiten die gewoonlijk worden uitgeoefend door een landmeter-expert zoals omschreven in de voorschriften inzake de plichtenleer, plaatst de landmeter-expert zich niet en laat hij zich niet plaatsen in een toestand van belangenconflict, onverenigbaarheid of oneerlijke concurrentie, zoals gedefinieerd in de voorschriften inzake de plichtenleer of door een andere wetgeving, en hij onthoudt zich van elke handeling die een dergelijke toestand kan uitlokken.

§ 3. Iedere natuurlijke persoon en iedere rechtspersoon die op het tableau ingeschreven is, deelt zijn publieke en private mandaten en functies die zijn onafhankelijkheid of onpartijdigheid in gevaar kunnen brengen of een onverenigbaarheid, een belangenconflict of een oneerlijke concurrentie kunnen veroorzaken, mee. Op verzoek van de Uitvoerende Kamer, in het kader van een ambtshalve ingesteld onderzoek of naar aanleiding van een klacht, bezorgen zij alle informatie over de uitoefening van een mandaat of functie.

Indien het mandaat of de functie wordt uitgeoefend in het kader van een rechtspersoon naar privaatsrecht, wordt het ondernemingsnummer van deze rechtspersoon bezorgd.

§ 4. Indien de Uitvoerende Kamer, of in voorkomend geval de Kamer van Beroep, over onvoldoende informatie beschikt om de verenigbaarheid van de activiteiten met het beroep van landmeter-expert te beoordelen, kan ze hiertoe bijkomende informatie opvragen. De landmeter-expert deelt de Uitvoerende Kamer, of in voorkomend geval de Kamer van Beroep, die informatie binnen de maand mee.

§ 5. De rechtspersoon past interne controleprocedures en -mechanismen toe om te waarborgen dat natuurlijke personen die in zijn naam en voor zijn rekening beroepsactiviteiten uitoefenen of daarmee verband houdende handelingen verrichten, onafhankelijk en onpartijdig zijn en om belangenconflicten te voorkomen.

De rechtspersoon zorgt ervoor dat personen in zijn organen die geen landmeter-expert zijn, niet rechtstreeks of onrechtstreeks invloed kunnen uitoefenen die de onafhankelijkheid of onpartijdigheid van de landmeters-experten die in de rechtspersoon werkzaam zijn, in gevaar kan brengen.

Art. 22. § 1. De landmeter-expert ingeschreven op het tableau maakt melding van de eedaflegging in alle door hem afgegeven akten, in de volgende termen:

"Landmeter-expert beëdigd door de Rechtbank van eerste aanleg te ... en ingeschreven bij de Orde van landmeters-experten onder nummer ...".

Hetzelfde geldt voor de landmeter-expert die handelt in naam en voor rekening van een rechtspersoon of van zijn werkgever.

§ 2. De landmeter-expert-stagiair maakt melding van de eedaflegging in alle door hem afgegeven akten, in de volgende termen:

"Landmeter-expert-stagiair, beëdigd door de Rechtbank van eerste aanleg te ... en ingeschreven op de lijst van stagiaires onder nummer ...".

HOOFDSTUK 4. — Verzekering

Art. 23. § 1. Elke natuurlijke persoon en/of rechtspersoon die er overeenkomstig deze wet toe gemachtigd is de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 en de activiteiten die gewoonlijk worden uitgeoefend door een landmeter-expert zoals omschreven in de voorschriften inzake de plichtenleer, uit te oefenen en die aansprakelijk kan worden gesteld voor handelingen die hij beroepshalve stelt of voor handelingen van zijn aangestelden, is gedekt door een verzekering voor de activiteiten die hij effectief uitoefent.

De Koning legt de regels en de voorwaarden van de verzekering vast om een gepaste risicodekking ten voordele van de ontvanger van de diensten geleverd door de landmeter-expert mogelijk te maken, onder meer:

- 1° het minimum te waarborgen bedrag;
- 2° de uitwerking in de tijd van de waarborg;

3° les risques qui sont couverts.

§ 2. Lorsque les activités professionnelles visées à l'article 3 et les activités habituellement exercées par un géomètre-expert, telles que décrites dans les règles de déontologie, sont exercées par une personne morale inscrite au tableau conformément à la présente loi, tous les gérants, associés actifs, administrateurs et membres du comité de direction sont solidairement responsables du paiement des primes d'assurance.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque le géomètre-expert exerce son activité en tant que fonctionnaire de l'État, d'une région ou d'une communauté, il n'est pas tenu d'être couvert par une assurance pour autant que sa responsabilité soit couverte par l'État, la région ou la communauté. L'État, les Régions ou les Communautés sont soumis aux mêmes obligations que l'assureur dans les limites de la garantie prévue dans la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances. Leur sont notamment applicables les modalités et conditions de l'assurance prises par le Roi en exécution du présent article.

L'État, les Régions ou les Communautés sont tenus de délivrer au plus tard le 31 mars de chaque année au Conseil national une liste électronique reprenant les géomètres-experts dont ils couvrent la responsabilité conformément au présent article.

TITRE 6. — Contrôle – Discipline

Art. 24. La Chambre exécutive compétente peut rappeler à l'ordre chaque personne inscrite à l'Ordre en tant que membre, pour les infractions suivantes:

1° lorsque l'intéressé reste en défaut, dans le délai déterminé par la Chambre exécutive, de payer tout ou partie des cotisations visées à l'article 20;

2° lorsque l'intéressé a omis de faire parvenir la preuve de sa couverture en responsabilité civile professionnelle par un contrat d'assurance ou de le faire approuver par l'Ordre;

3° lorsque l'intéressé n'a pas rapporté la preuve de sa participation à la formation permanente obligatoire visée à l'article 31, § 2.

Le membre peut contester le rappel à l'ordre dans les trente jours suivant sa notification en vue d'un débat contradictoire devant la Chambre d'appel. Le recours est suspensif. La Chambre exécutive peut retirer la qualité de membre lorsque le membre reste en défaut de s'exécuter trente jours après le rappel à l'ordre devenu définitif. Le retrait de la qualité de membre entraîne de plein droit l'omission du tableau. Lorsque le membre fournit les preuves visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, la chambre compétente du Conseil national procède à sa réinscription au tableau. Tout rappel à l'ordre devenu définitif est mentionné dans le dossier du membre pendant cinq ans. À l'issue de cette période de cinq ans, le rappel à l'ordre est effacé automatiquement.

Art. 25. § 1^{er}. Le géomètre-expert inscrit soit au tableau, soit dans le registre, qui a manqué aux obligations liées à la profession, à ses devoirs déontologiques ou à ses obligations en matière d'accès ou de traitement de données à caractère personnel visées à l'article 19, est passible d'une des peines disciplinaires suivantes:

- a) l'avertissement;
- b) le blâme;
- c) une amende;
- d) la suspension;
- e) la radiation.

Les peines disciplinaires visées à l'alinéa 1^{er}, a), b) et d), peuvent être accompagnées de l'obligation de suivre une formation supplémentaire dans un délai déterminé.

Lorsqu'une peine disciplinaire est infligée à une personne morale, une peine disciplinaire peut également être infligée à la ou les personnes physiques visées à l'article 7 § 1^{er}, ou aux personnes physiques inscrites au tableau visées à l'article 5, § 4, alinéa 2, dont l'intervention est à l'origine des faits pour lesquels la personne morale s'est vue infliger une peine disciplinaire.

§ 2. La suspension consiste dans l'interdiction d'exercer la profession de géomètre-expert en tant qu'indépendant et/ou en tant que travailleur ou fonctionnaire et de porter, en quelque qualité que ce soit, le titre professionnel pendant un terme fixé, celui-ci ne pouvant excéder deux années. Elle entraîne la privation du droit de participer pendant cette période aux élections visées aux articles 36, 39, § 3, et 56, et

3° de risico's die gedekt worden.

§ 2. Wanneer de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 en de activiteiten die gewoonlijk worden uitgeoefend door een landmeter-expert zoals omschreven in de voorschriften inzake de plichtenleer, worden uitgeoefend door een rechtspersoon ingeschreven op het tableau overeenkomstig deze wet, zijn alle zaakvoerders, actieve vennoten, bestuurders en leden van het directiecomité hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de verzekeringspremies.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, moet de persoon die het beroep van landmeter-expert uitoefent als ambtenaar bij de Staat, een gewest of een gemeenschap niet gedekt zijn door een verzekering op voorwaarde dat zijn aansprakelijkheid wordt gedekt door de Staat, een gewest of een gemeenschap. De Staat, de Gewesten of de Gemeenschappen zijn onderworpen aan dezelfde verplichtingen als de verzekeraar overeenkomstig de grenzen van de waarborg bepaald in de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen. Op hen worden de nadere regels en voorwaarden inzake verzekering toegepast die de Koning heeft bepaald in uitvoering van dit artikel.

De Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten bezorgen de Nationale Raad ten laatste op 31 maart van elk jaar een elektronische lijst met de landmeters-experten waarvan zij de aansprakelijkheid dekken in overeenstemming met dit artikel.

TITEL 6. — Controle – Tucht

Art. 24. De bevoegde Uitvoerende Kamer kan elke persoon die bij de Orde als lid is ingeschreven, terechtwijzen wegens de volgende overtredingen:

1° wanneer de betrokkene nalaat binnen de door de Uitvoerende Kamer bepaalde termijn de bijdragen bedoeld in artikel 20 geheel of gedeeltelijk te betalen;

2° wanneer de betrokkene heeft nagelaten om zijn bewijs van dekking van zijn beroepsaansprakelijkheid door een verzekeringsovereenkomst te bezorgen of deze niet heeft laten goedkeuren door de Orde;

3° wanneer de betrokkene niet heeft aangetoond dat hij heeft deelgenomen aan de verplichte permanente vorming als bedoeld in artikel 31, § 2.

Het lid kan de terechtwijzing betwisten binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving ervan, met het oog op een debat op tegenspraak voor de Kamer van Beroep. Het beroep heeft schorsende werking. De Uitvoerende Kamer kan het lidmaatschap intrekken indien het lid niet binnen dertig dagen na het definitief worden van de terechtwijzing gevolg geeft aan de terechtwijzing. De intrekking van het lidmaatschap leidt automatisch tot weglating van het tableau. Indien het lid de bewijsstukken bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, bezorgt, gaat de bevoegde kamer van de Nationale Raad over tot zijn herinschrijving op het tableau. Een definitief geworden terechtwijzing wordt gedurende vijf jaar in het dossier van het lid vermeld. Aan het einde van deze periode van vijf jaar wordt de terechtwijzing automatisch gewist.

Art. 25. § 1. De landmeter-expert ingeschreven hetzij op het tableau, hetzij in het register, die tekortgekomen is aan de aan het beroep verbonden verplichtingen, aan de deontologische plichten of aan zijn verplichtingen met betrekking tot de toegang of de verwerking van persoonsgegevens, bedoeld in artikel 19, is strafbaar met de volgende tuchtstraffen:

- a) de waarschuwing;
- b) de berisping;
- c) een boete;
- d) de schorsing;
- e) de schrapping.

De tuchtstraffen bedoeld in het eerste lid, a), b) en d), kunnen samengaan met de verplichting een extra vorming te volgen binnen een welbepaalde termijn.

Wanneer een tuchtstraf wordt opgelegd aan een rechtspersoon, kan eveneens een tuchtstraf worden opgelegd aan de natuurlijke persoon of personen, vermeld in artikel 7, § 1, of aan de natuurlijke personen ingeschreven op het tableau bedoeld in artikel 5, § 4, tweede lid, van wie de tussenkomst aan de oorsprong ligt van de feiten waarvoor de rechtspersoon tuchtrechtelijk bestraft wordt.

§ 2. De schorsing bestaat in het verbod om gedurende een bepaalde termijn, die niet langer dan twee jaar mag duren, het beroep van landmeter-expert als zelfstandige en/of als werknemer of ambtenaar uit te oefenen en, ongeacht de hoedanigheid, de beroepstitel te dragen. Zij brengt de ontzegging met zich mee van het recht om tijdens deze termijn deel te nemen aan de verkiezingen bedoeld in de artikelen 36,

d'exercer pendant cette période quelque mandat que ce soit dans les organes de l'Ordre.

§ 3. La radiation entraîne l'interdiction d'exercer la profession en tant qu'indépendant et/ou en tant que travailleur ou fonctionnaire et de porter, en quelque qualité que ce soit, le titre professionnel. Elle entraîne la privation du droit de participer aux élections visées aux articles 36, 39, § 3, et 56 et d'exercer quelque mandat que ce soit dans les organes de l'Ordre.

§ 4. Le dossier disciplinaire comprenant des éléments référant à un crime ou un délit, et toute décision de suspension ou de radiation ayant trait à des faits formant un crime ou un délit, sont transmis sans délai par la Chambre exécutive au président de l'Ordre qui transmet les éléments au Ministère public.

§ 5. En cas de décision disciplinaire prononçant une suspension de plus d'un mois ou la radiation du tableau d'un géomètre-expert qui exerce la profession de syndic en vertu de l'article 5, § 3, de loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier, la personne suspendue ou radiée concernée informe, par envoi recommandé, le président de la dernière assemblée générale de chaque association de copropriétaires gérée par lui dans les quinze jours de la décision coulée en force de chose jugée. L'envoi recommandé indique quelles mesures ont été prises et mentionne pendant quelle période le géomètre-expert syndic ne peut plus exercer les activités de géomètre-expert ou qu'il est radié du tableau.

Le géomètre-expert syndic fournit dans les quinze jours de l'envoi recommandé visé à l'alinéa 1^{er} la preuve de cet envoi à la Chambre exécutive compétente. Le non-respect par le géomètre-expert syndic de l'obligation d'information du président de la dernière assemblée générale de chaque association de copropriétaires gérée par lui visée à l'alinéa 1^{er} est assimilé au port illégal du titre et à l'exercice illégal de la profession de géomètre-expert.

Si l'activité de syndic est exercée dans le cadre d'une personne morale qui comprend des agents immobiliers inscrits au tableau ou à la liste des stagiaires de l'Institut professionnel des agents immobiliers dans la colonne des agents immobiliers syndics ou qui comprend des titulaires des professions libérales qui peuvent exercer la profession en vertu de l'article 5, § 3, de la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier, la Chambre exécutive qui a pris la décision disciplinaire peut dispenser le géomètre-expert syndic de l'obligation d'information des associations de copropriétaires visée à l'alinéa 1^{er}. Ceci pour autant que des mesures d'accompagnement soient proposées par ces agents immobiliers et/ou titulaires pour veiller à la fois à la protection des associations de copropriétaires gérées par le géomètre-expert syndic concerné et à leur indemnisation éventuelle en raison des faits litigieux.

§ 6. À l'exception de la suspension et de la radiation, les peines disciplinaires sont effacées après un délai de cinq ans, à compter de la date de la décision définitive prononçant une peine disciplinaire.

L'effacement ne peut être effectué qu'à condition que l'intéressé n'ait pas encouru une nouvelle peine disciplinaire pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}.

L'intéressé qui a encouru une peine disciplinaire n'ayant pas été effacée peut introduire une demande en réhabilitation.

Cette demande n'est recevable que si:

1° un délai de cinq ans s'est écoulé depuis la date de la décision définitive prononçant la dernière peine disciplinaire;

2° l'intéressé a obtenu la réhabilitation en matière pénale au cas où il a encouru une peine disciplinaire pour un fait qui a donné lieu à une condamnation pénale.

Le Roi fixe les modalités pour l'introduction d'une demande en réhabilitation.

TITRE 7. — L'Ordre

CHAPITRE 1^{er}. — Création et mission

Art. 26. Il est créé un Ordre des géomètres-experts qui jouit de la personnalité juridique.

Le siège de l'Ordre est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

39, § 3, en 56, en om tijdens deze termijn om het even welk mandaat in de organen van de Orde uit te oefenen.

§ 3. De schrapping brengt het verbod met zich mee om het beroep, als zelfstandige en/of als werknemer of ambtenaar uit te oefenen en om, ongeacht de hoedanigheid, de beroepstitel te dragen. Zij brengt de ontzegging met zich mee van het recht om deel te nemen aan de verkiezingen bedoeld in de artikelen 36, 39, § 3, en 56, en om in de organen van de Orde om het even welk mandaat uit te oefenen.

§ 4. Het tuchtdossier dat stukken bevat die wijzen op een misdaad of wanbedrijf en iedere beslissing tot schorsing of schrapping die betrekking heeft op feiten die een misdaad of wanbedrijf uitmaken, wordt door de Uitvoerende Kamer onverwijld naar de voorzitter van de Orde verstuurd, die de stukken overmaakt aan het Openbaar Ministerie.

§ 5. In geval van een tuchtbeslissing waarbij een schorsing wordt uitgesproken van langer dan een maand of de schrapping van het tableau van een landmeter-expert die het beroep van syndic in gevolge artikel 5, § 3, van de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar uitoefent, brengt de geschorste of geschrapte persoon bij aangetekende zending de voorzitter van de laatste algemene vergadering van elke vereniging van mede-eigenaars die hij beheert, binnen vijftien dagen op de hoogte van de in kracht van gewijsde gegane beslissing. De aangetekende zending geeft aan welke maatregelen genomen zijn en geeft aan tijdens welke periode de landmeter-expert syndic of de activiteiten van landmeter-expert niet meer mag uitoefenen of dat hij geschrapt is van het tableau.

De landmeter-expert syndic levert binnen vijftien dagen na de verzending ervan het bewijs van de aangetekende zending bedoeld in het eerste lid, aan de bevoegde Uitvoerende Kamer. Het niet-voldoen door de landmeter-expert syndic van de informatieplicht aan de voorzitter van de laatste algemene vergadering van elke vereniging van mede-eigenaars die hij beheert zoals bedoeld in het eerste lid, wordt gelijkgesteld met het onwettig dragen van de titel en het onwettig uitoefenen van het beroep van landmeter-expert.

Indien de activiteit van syndic in het kader van een rechtspersoon wordt uitgeoefend waarin vastgoedmakelaars ingeschreven op het tableau of op de lijst van stagiairs van het Beroepsinstituut van vastgoedmakelaars in de kolom die de vastgoedmakelaars syndici bevat of beroepsbeoefenaars van vrije beroepen die het beroep in gevolge artikel 5, § 3, van de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar mogen uitoefenen, werkzaam zijn, kan de Uitvoerende Kamer die de tuchtbeslissing genomen heeft, de landmeter-expert syndic vrijstellen van de verplichting bedoeld in het eerste lid om de verenigingen van mede-eigenaars op de hoogte te brengen. Dit voor zover begeleidende maatregelen voorgesteld worden door deze vastgoedmakelaars en/of beroepsbeoefenaars zowel met betrekking tot de bescherming van de door de betrokken landmeter-expert syndic beheerde verenigingen van mede-eigenaars als met betrekking tot hun eventuele vergoeding voor de schade geleden in gevolge de ten laste gelegde feiten.

§ 6. Behoudens de schorsing en de schrapping worden de uitgesproken tuchtstraffen uitgewist na het verstrijken van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de definitieve beslissing waarbij een tuchtstraf wordt uitgesproken.

De uitwissing kan slechts gebeuren als tegen de betrokkene gedurende de periode bedoeld in het eerste lid geen nieuwe tuchtstraf werd uitgesproken.

De betrokkene tegen wie een tuchtstraf is uitgesproken en die niet is uitgewist, kan bij de commissie van beroep een verzoek tot eerherstel indienen.

Deze aanvraag is slechts ontvankelijk op voorwaarde dat:

1° een termijn van vijf jaar is verstreken sinds de datum van de definitieve beslissing waarbij de laatste tuchtstraf is uitgesproken;

2° de betrokkene strafrechtelijk eerherstel heeft gekregen indien hij een tuchtstraf heeft opgelopen voor een feit dat tot een strafrechtelijke veroordeling aanleiding heeft gegeven.

De Koning bepaalt de nadere regels voor het indienen van een aanvraag tot eerherstel.

TITEL 7. — De Orde

HOOFDSTUK 1. — Oprichting en taak

Art. 26. Er wordt een Orde van landmeters-experten opgericht die rechtspersoonlijkheid heeft.

De zetel van de Orde is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 27. L'Ordre a pour objet de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables d'exercer la profession de géomètre-expert avec toutes les garanties requises des points de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle, et de veiller à une exécution correcte des missions confiées à ses membres.

L'Ordre traite et conserve les données à caractère personnel nécessaires à l'exercice de ses missions conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Dans le cadre de ses missions, l'Ordre collabore étroitement et échange des informations avec les autorités compétentes des autres États membres, conformément aux dispositions du titre V de la loi du 12 février 2008 relative aux qualifications professionnelles.

L'Ordre contribue à la préservation des archives des géomètres-experts.

CHAPITRE 2. — *Organes*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 28. Les organes qui composent l'Ordre sont:

- 1° le Conseil national;
- 2° le Bureau;
- 3° les Chambres exécutives;
- 4° les Chambres d'appel;
- 5° la Chambre réunie et la Chambre d'appel réunie;
- 6° la Commission de formation professionnelle.

Art. 29. L'Ordre agit, tant en justice que pour stipuler et s'engager, par le biais du Conseil national.

Le Conseil national peut se faire représenter par son président ou ses deux vice-présidents.

Art. 30. § 1^{er}. Les frais de fonctionnement de l'Ordre sont couverts par:

- 1° les cotisations des membres;
- 2° les libéralités effectuées à son profit;
- 3° les montants fixés par le Conseil national pour couvrir les frais tels que ceux liés au traitement des dossiers administratifs ou l'organisation des événements;
- 4° les revenus de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à l'Ordre.

§ 2. Le Roi fixe le montant des jetons de présence, des indemnités et des indemnisations de frais alloués:

- 1° aux membres des organes de l'Ordre visés à l'article 28;
- 2° aux membres de l'Ordre à qui l'Ordre ferait appel dans le cadre d'une commission, d'un groupe de travail ou de toute autre mission au nom de l'Ordre;
- 3° aux commissaires aux comptes.

Le Roi fixe le montant des indemnités forfaitaires allouées au rapporteur visé à l'article 39, § 7, alinéa 2, l'article 41, § 3, alinéa 2, l'article 43, alinéa 3, et l'article 44, alinéa 3.

Les personnes visées dans les alinéas 1^{er} et 2 ne peuvent recevoir de l'Ordre d'autres indemnités ou jetons de présence.

Art. 31. § 1^{er}. Le Roi arrête, sur proposition ou après avis du Conseil national, les règlements nécessaires pour le fonctionnement et l'organisation de l'Ordre.

§ 2. Le Conseil national adopte une proposition de règlement relatif à la formation permanente après avis de chacune des Chambres exécutives. Le ministre arrête, sur proposition du Conseil national, le règlement relatif à la formation permanente. La formation permanente dure un minimum de vingt heures par an. L'Ordre offre aux stagiaires quinze heures de formation gratuite par an.

Section 2. — Le Conseil national et le Bureau

Art. 32. § 1^{er}. Le Conseil national est composé de dix membres. Ces membres sont élus pour une durée de cinq ans par et parmi les personnes physiques qui sont membres de l'Ordre, mentionnés comme "actif" au jour de l'appel aux candidats au tableau dans une des sections de la liste "personnes physiques", à l'exclusion des stagiaires.

Art. 27. De Orde heeft tot doel te waken over de opleiding en te voorzien in de bestendige organisatie van een corps van specialisten die bekwaam zijn om het beroep van landmeter-expert uit te oefenen met alle vereiste waarborgen inzake bekwaamheid, onafhankelijkheid en beroepseer en toezicht uit te oefenen op de behoorlijke uitvoering van de aan de leden toevertrouwde opdrachten.

De Orde verwerkt en houdt de persoonsgegevens bij die nodig zijn voor de uitoefening van haar opdrachten overeenkomstig de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

In het kader van haar opdrachten werkt de Orde nauw samen en wisselt ze informatie uit met de bevoegde autoriteiten van andere lidstaten, overeenkomstig de bepalingen van titel V van de wet van 12 februari 2008 betreffende de beroepskwalificaties.

De Orde draagt bij tot het behoud van de archieven van de landmeters-experten.

HOOFDSTUK 2. — *Organen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 28. De Orde bestaat uit volgende organen:

- 1° de Nationale Raad;
- 2° het Bureau;
- 3° de Uitvoerende Kamers;
- 4° de Kamers van Beroep;
- 5° de Verenigde Kamer en de Verenigde Kamer van Beroep;
- 6° de Beroepsopleidingscommissie.

Art. 29. De Orde handelt, zowel in rechte als om bedingen en verbintenissen aan te gaan, door toedoen van de Nationale Raad.

De Nationale Raad kan zich laten vertegenwoordigen door zijn voorzitter of zijn beide ondervoorzitters.

Art. 30. § 1. De werkingskosten van de Orde worden gedekt door:

- 1° de bijdragen van de leden;
- 2° de schenkingen te haren bate;
- 3° de bedragen vastgesteld door de Nationale Raad om de kosten te dekken, zoals die verbonden aan de behandeling van de administratieve dossiers of de organisatie van evenementen;
- 4° de inkomsten uit roerende en onroerende goederen die de Orde toebehoren.

§ 2. De Koning bepaalt het bedrag van de presentiegelden, de vergoedingen en de onkostenvergoedingen die worden toegekend aan:

- 1° de leden van de organen van de Orde bedoeld in artikel 28;
- 2° de leden van de Orde op wie de Orde een beroep doet in het kader van een commissie, een werkgroep of iedere andere opdracht in naam van de Orde;
- 3° aan de rekeningcommissarissen.

De Koning bepaalt het bedrag van de forfaitaire vergoedingen die worden toegekend aan de verslaggever zoals bedoeld in artikel 39, § 7, tweede lid, artikel 41, § 3, tweede lid, artikel 43, derde lid, en artikel 44, derde lid.

De in het eerste en tweede lid bedoelde personen mogen van de Orde geen andere vergoedingen of presentiegelden ontvangen.

Art. 31. § 1. De Koning stelt, op voorstel of na advies van de Nationale Raad, de reglementen vast die noodzakelijk zijn voor de werking en organisatie van de Orde.

§ 2. De Nationale Raad neemt een voorstel van reglement inzake permanente vorming aan, na advies van elk van de Uitvoerende Kamers. De minister stelt, op voorstel van de Nationale Raad, het reglement inzake permanente vorming vast. De permanente vorming bedraagt minstens twintig uren per jaar. De Orde biedt de stagiairs per jaar vijftien uren gratis vorming aan.

Afdeling 2. — De Nationale Raad en het Bureau

Art. 32. § 1. De Nationale Raad bestaat uit tien leden. Deze leden worden voor een termijn van vijf jaar verkozen door en onder de natuurlijke personen die lid zijn van de Orde en op de dag van de oproep tot de kandidaten als "actief" zijn aangeduid op één van de afdelingen van de lijst "natuurlijke personen" op het tableau, met uitzondering van de stagiairs.

Septante pour cent des membres sont élus parmi les géomètres-experts de la liste “personnes physiques” qui sont uniquement inscrits dans la section “indépendants” et qui ne sont pas des fonctionnaires ou des travailleurs.

S'il n'y a pas assez de candidats éligibles parmi les géomètres-experts indépendants, les postes vacants sont attribués à d'autres candidats éligibles, indifféremment de la qualité sous laquelle ils exercent la profession.

Au moins un membre suppléant est élu pour chacun des membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, à l'exception du président, du premier vice-président, du second vice-président et du trésorier, suivant les mêmes conditions que celles prévues pour l'élection de ce membre effectif. Pour respecter le quorum d'une réunion, un membre suppléant peut remplacer n'importe quel membre effectif pour autant qu'il remplisse les mêmes conditions que ce dernier. Les suppléants sont convoqués dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenu.

§ 2. Le Conseil national élit en son sein par vote secret un président, un premier vice-président, un second vice-président et un trésorier.

Seul un géomètre-expert mentionné comme “actif” au tableau au jour de l'appel aux candidats, et pour une période de minimum quatre ans au cours des dix années précédant l'appel aux candidats peut être nommé comme président.

Le président et le premier vice-président appartiennent à un groupe linguistique différent. Le second vice-président et le trésorier appartiennent à un groupe linguistique différent. Parmi les six autres membres, trois d'entre eux appartiennent au rôle linguistique néerlandais et les trois autres au rôle linguistique français ou allemand.

§ 3. Les dix membres du Conseil national sont répartis en deux chambres. Les cinq membres de rôle linguistique néerlandais composent la chambre d'expression néerlandaise. Les membres des rôles linguistiques français et allemand composent la chambre d'expression française-allemande.

La chambre d'expression française-allemande compte au moins un membre germanophone si au moins un candidat de langue allemande éligible s'est présenté aux élections. Ce candidat déclare sur l'honneur et établit par tout moyen qu'il est germanophone.

Si plusieurs candidats de langue allemande sont éligibles, celui qui a le plus de voix est d'office élu.

§ 4. Les stagiaires élisent annuellement en leur sein un délégué par chambre du Conseil national qui les représente au sein de cette chambre. Les délégués stagiaires assistent aux réunions des chambres du Conseil national avec voix consultative.

§ 5. Les décisions du Conseil national sont prises en présence d'au moins la moitié des membres, parmi lesquels le président, ou son remplaçant, à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. En cas d'absence du président, le premier vice-président assume ses fonctions. En l'absence du président et du premier vice-président, le second vice-président assume ses fonctions.

Art. 33. § 1^{er}. Le Conseil national a pour mission:

1° d'émettre des avis ou de formuler des propositions de règlements ou d'autres arrêtés visés dans la loi;

2° d'émettre et de publier sur le site internet de l'Ordre des normes techniques et des recommandations spécifiques à l'exercice de la profession;

3° de nommer le président, les vice-présidents et les membres de la Commission de formation professionnelle visée à l'article 50;

4° d'échanger des informations et des données avec les instances d'autres États membres en ce qui concerne la profession;

5° de fixer le montant des cotisations à proposer au ministre et d'en assurer le paiement;

6° de représenter l'Ordre, en tant que demandeur et défendeur, auprès des autorités judiciaires;

7° de veiller au respect des conditions d'accès à la profession et, à cet effet, d'ester en justice, notamment en dénonçant aux autorités judiciaires toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre professionnel et organisant la profession et en requérant de ces autorités toute mesure de nature à faire cesser une telle infraction, voire à obtenir des dédommagements;

8° de formuler la proposition de comptes annuels de proposition ou de modification du budget;

Zeventig percent van de leden worden verkozen onder de landmeters-experten, uit de lijst “natuurlijke personen”, die uitsluitend in de afdeling “zelfstandigen” ingeschreven zijn en die geen ambtenaar of werknemer zijn.

Indien er niet genoeg verkiesbare kandidaten zijn onder de landmeters-experten zelfstandigen, worden de openstaande functies toegewezen aan andere verkiesbare kandidaten, ongeacht de hoedanigheid waaronder ze het beroep uitoefenen.

Voor elk van de effectieve leden bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de voorzitter, de eerste ondervoorzitter, de tweede ondervoorzitter en de penningmeester, wordt tenminste één plaatsvervanger verkozen volgens dezelfde voorwaarden als deze bepaald voor de verkiezing van het effectieve lid. Om het quorum van een vergadering te eerbiedigen, kan een plaatsvervangend lid eender welk effectief lid vervangen voor zover hij aan dezelfde voorwaarden voldoet als laatstgenoemde. De plaatsvervangers worden opgeroepen in dalende volgorde van het aantal stemmen dat ze hebben behaald.

§ 2. De Nationale Raad verkiest in zijn midden en bij geheime stemming een voorzitter, een eerste ondervoorzitter, een tweede ondervoorzitter en een penningmeester.

Alleen een landmeter-expert die op de dag van de oproep tot kandidaten en gedurende een periode van minstens vier jaar binnen de periode van tien jaar voorafgaand aan de dag van de oproep tot kandidaten als “actief” vermeld staat op het tableau, kan tot voorzitter benoemd worden.

De voorzitter en de eerste ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalgroep. De tweede ondervoorzitter en de penningmeester behoren tot een verschillende taalgroep. Van de zes andere leden behoren er drie tot de Nederlandstalige taalrol en drie tot de Franstalige of Duitstalige taalrol.

§ 3. De tien leden van de Nationale Raad worden verdeeld in twee kamers. De vijf leden van de Nederlandstalige taalrol vormen de Nederlandstalige kamer. De leden van de Franstalige en Duitstalige taalrol vormen de Franstalig-Duitstalige kamer.

Indien minstens een verkiesbare Duitstalige persoon zich kandidaat stelt bij de verkiezingen, telt de Franstalig-Duitstalige kamer minstens een Duitstalig lid. Deze kandidaat verklaart op eer en bewijst met alle middelen dat hij Duitstalig is.

Indien meerdere Duitstalige kandidaten verkiesbaar zijn, is degene met de meeste stemmen automatisch verkozen.

§ 4. De stagiaires verkiezen jaarlijks in hun midden per kamer van de Nationale Raad een afgevaardigde die hen vertegenwoordigt binnen deze kamer. De stagiairs-afgevaardigden wonen de vergaderingen van de kamers van de Nationale Raad bij met raadgevende stem.

§ 5. De beslissingen van de Nationale Raad worden bij aanwezigheid van minstens de helft van de leden, onder wie de voorzitter, of zijn plaatsvervanger, en bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. Als de voorzitter afwezig is, neemt de eerste ondervoorzitter zijn functie waar. Als de voorzitter en de eerste ondervoorzitter afwezig zijn, neemt de tweede ondervoorzitter zijn functie waar.

Art. 33. § 1. De Nationale Raad heeft tot taak:

1° adviezen uit te brengen of voorstellen te formuleren voor reglementen of andere besluiten bedoeld in de wet;

2° technische normen en aanbevelingen eigen aan de uitoefening van het beroep uit te vaardigen en te publiceren op de website van de Orde;

3° de voorzitter, ondervoorzitters en leden van de Beroepsopleidingscommissie bedoeld in artikel 50 te benoemen;

4° informatie en gegevens over het beroep uit te wisselen met de instanties van andere lidstaten;

5° het bedrag van de aan de minister voor te stellen vergoedingen vast te stellen en toe te zien op de betaling ervan;

6° de Orde, als eiser en als verweerder, te vertegenwoordigen bij de gerechtelijke autoriteiten;

7° toe te zien op de naleving van de voorwaarden voor toegang tot het beroep en daartoe gerechtelijke procedures in te leiden, met name door bij de gerechtelijke instanties elke inbreuk op de wetten en reglementen tot bescherming van de beroepstitel en tot organisatie van het beroep aan te geven en door deze instanties om alle maatregelen te verzoeken die een einde kunnen maken aan een dergelijke inbreuk of om schadevergoeding te krijgen;

8° het voorstel van jaarrekening en het voorstel of de wijziging van de begroting op te stellen;

9° de prendre toutes les mesures pour s'acquitter des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu de la loi.

§ 2. Le ministre propose un commissaire du gouvernement et un suppléant, fonctionnaires du SPF Économie auprès de l'Ordre. Ils sont nommés par le Roi.

Le commissaire du gouvernement contrôle les actes du Conseil national. Il est invité aux réunions du Conseil national. Les procès-verbaux lui sont communiqués. Il peut, en outre, prendre connaissance de toutes les décisions et documents du Conseil national. Il reçoit toutes les informations et documents lui permettant d'accomplir sa mission. Il peut convoquer une réunion du Conseil national.

Le commissaire du gouvernement dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour introduire son recours auprès du ministre contre l'exécution de toute décision du Conseil national qui est contraire au cadre légal et réglementaire ou qui ne rentre pas dans les missions du Conseil national, qui est de nature à compromettre la solvabilité de l'Ordre ou qui est contraire au budget approuvé par le Conseil national, tel que visé à l'article 35.

Ce délai court à partir du jour où le commissaire du gouvernement a eu connaissance du procès-verbal de la décision. Le recours est suspensif.

Si le ministre n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la réception du recours, la décision devient définitive.

Le Roi détermine le montant de l'indemnité de fonction du commissaire du gouvernement et de son suppléant.

Art. 34. Le président, le premier vice-président, le second vice-président et le trésorier du Conseil national forment le Bureau du Conseil national.

Le Bureau est chargé de la gestion journalière de l'Ordre. Ceci inclut la conduite des affaires courantes, la surveillance de la gestion financière de l'Ordre, la préparation des réunions du Conseil national, l'engagement et la direction du personnel et toutes autres missions définies par le Conseil national en vertu de l'article 33, à l'exception toutefois des attributions expressément confiées au Conseil national par ou en vertu de la présente loi.

Le Bureau prend toutes les mesures nécessaires à la préparation et à l'exécution des décisions du Conseil national, et il établit l'ordre du jour des séances.

Art. 35. § 1^{er}. Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Ordre. Il assure la perception des cotisations et de toutes sommes dues à l'Ordre et il en délivre quittance. Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget. À la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil national un aperçu de la situation financière, accompagné d'un état de l'exécution du budget.

Les paiements sont signés par le trésorier et le président. En cas d'absence du trésorier, ils sont signés par le président et le premier vice-président ou, si ce dernier est absent, le second vice-président. En l'absence du président, ils sont signés par le trésorier et le premier vice-président, ou si ce dernier est absent, le second vice-président.

Le trésorier exécute les missions visées au présent article sous la responsabilité du Bureau.

Au plus tard dans le courant du dernier trimestre de l'année, le Bureau soumet à l'approbation du Conseil national le projet de budget pour l'exercice suivant.

Au plus tard deux semaines après l'approbation du projet de budget par le Conseil national, ce dernier soumet le projet au ministre.

Le ministre dispose d'un délai de trente jours après réception du projet afin, soit de l'approuver, soit de formuler ses remarques à l'adresse du Conseil national. À défaut d'une décision au terme de ce délai, le projet est approuvé. Le Conseil national dispose d'un délai de quinze jours après réception des remarques formulées par le ministre pour adapter le projet de budget. Si le Conseil national ne donne pas suite aux remarques du ministre, ce dernier peut imposer un budget.

Au cours de l'exercice, le Conseil national peut toujours proposer au ministre une modification du projet de budget approuvé si l'imputation des recettes et des dépenses l'exige.

§ 2. Le budget du Conseil national est vérifié par deux commissaires, tous deux membres de l'Ordre et inscrits pour l'un par la Chambre exécutive d'expression néerlandaise et pour l'autre par la Chambre

9° alle maatregelen te nemen om de opdrachten uit te voeren die hem bij of krachtens de wet worden toevertrouwd.

§ 2. De minister draagt een regeringscommissaris en een plaatsvervanger, beiden ambtenaar bij de FOD Economie bij de Orde, voor. Zij worden benoemd door de Koning.

De regeringscommissaris houdt toezicht op de handelingen van de Nationale Raad. Hij wordt uitgenodigd op de vergaderingen van de Nationale Raad. De notulen worden hem meegedeeld. Hij kan bovendien kennisnemen van alle beslissingen en documenten van de Nationale Raad. Hij krijgt alle informatie alsook alle documenten die hem in staat stellen zijn opdracht te vervullen. Hij kan een vergadering van de Nationale Raad bijeenroepen.

De regeringscommissaris beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om bij de minister beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing van de Nationale Raad die strijdig is met het wettelijk en reglementair kader, die niet behoort tot de opdrachten van de Nationale Raad, die de solvabiliteit van de Orde in gevaar kan brengen of die strijdig is met de goedgekeurde begroting door de Nationale Raad, zoals bedoeld in artikel 35.

Deze termijn gaat in op de dag waarop de regeringscommissaris in kennis gesteld wordt van het proces-verbaal van de beslissing. Het beroep heeft schorsende werking.

Indien de minister de nietigverklaring niet heeft uitgesproken binnen een termijn van vijftien werkdagen, te rekenen van de ontvangst van het beroep, wordt de beslissing definitief.

De Koning bepaalt het bedrag van de taakvergoeding van de regeringscommissaris en van zijn plaatsvervanger.

Art. 34. De voorzitter, de eerste ondervoorzitter, de tweede ondervoorzitter en de penningmeester van de Nationale Raad vormen het Bureau van de Nationale Raad.

Het Bureau is belast met het dagelijks beheer van de Orde. Dit omvat het afhandelen van de lopende zaken, het toezicht op het financieel beheer van de Orde, het voorbereiden van de vergaderingen van de Nationale Raad, het aanwerven en het beheer van het personeel en alle andere door de Nationale Raad bepaalde opdrachten krachtens artikel 33, met uitzondering echter van de door of krachtens deze wet uitdrukkelijk aan de Nationale Raad toevertrouwde opdrachten.

Het Bureau neemt alle maatregelen die nodig zijn ter voorbereiding alsook ter uitvoering van de beslissingen van de Nationale Raad en stelt de agenda van de vergaderingen op.

Art. 35. § 1. De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van de Orde. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan de Orde verschuldigde sommen en geeft er kwijting van. Hij stelt de ontwerpen van jaarrekening op alsook het ontwerp van begroting. Op het einde van elk trimester legt hij aan de Nationale Raad een overzicht van de financiële toestand voor, samen met een staat van uitvoering van de begroting.

De betalingen worden ondertekend door de penningmeester en de voorzitter. In geval van afwezigheid van de penningmeester worden zij ondertekend door de voorzitter en de eerste ondervoorzitter of, indien laatstgenoemde niet aanwezig is, de tweede ondervoorzitter. In geval van afwezigheid van de voorzitter worden ze getekend door de penningmeester en de eerste ondervoorzitter of, indien laatstgenoemde niet aanwezig is, de tweede ondervoorzitter.

De penningmeester oefent de in dit artikel bedoelde taken uit onder de verantwoordelijkheid van het Bureau.

Ten laatste in de loop van het laatste trimester van het jaar legt het Bureau het begrotingsontwerp voor het volgende werkjaar ter goedkeuring aan de Nationale Raad voor.

Uiterlijk twee weken na de goedkeuring van het begrotingsontwerp door de Nationale Raad legt deze het ontwerp voor aan de minister.

De minister beschikt over een termijn van dertig dagen na ontvangst van het ontwerp om hetzij het ontwerp goed te keuren, hetzij zijn opmerkingen over te maken aan de Nationale Raad. Bij afwezigheid van beslissing binnen deze termijn is het ontwerp goedgekeurd. De Nationale Raad beschikt over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de minister om het begrotingsontwerp aan te passen. Indien de Nationale Raad geen gevolg geeft aan de opmerkingen van de minister, kan deze laatste een begroting opleggen.

De Nationale Raad kan in de loop van het werkjaar steeds aan de minister een wijziging van de goedgekeurde ontwerp-begroting voorstellen indien de verrekening van de inkomsten en uitgaven dit vereisen.

§ 2. De begroting van de Nationale Raad wordt nagekeken door twee commissarissen, beiden lid van de Orde, waarvan de ene ingeschreven is door de Nederlandstalige Uitvoerende Kamer en de andere door de

exécutive d'expression française-allemande. Les commissaires sont nommés par le ministre pour une période d'un an et sont rééligibles deux fois. Une proposition de nomination de deux commissaires est jointe au projet de budget que le Conseil national adresse au ministre.

Les commissaires sont chargés du contrôle de la conformité de l'imputation des recettes et des dépenses par rapport au projet de budget approuvé. La mission de commissaire est incompatible avec l'exercice d'un mandat ou d'une autre mission au sein de l'Ordre.

Lors de l'examen trimestriel des comptes par le Conseil national visé au paragraphe 1^{er}, les commissaires déposent un rapport concernant l'examen qu'ils ont fait des comptes.

Les comptes sont dressés conformément au modèle arrêté par le Roi et sont tenus à la disposition des membres inscrits, au siège de l'Ordre.

Art. 36. Le Roi détermine les règles d'organisation des élections des membres du Conseil national.

Le ministre peut, par envoi recommandé, sur avis motivé du président de la Chambre exécutive dont relève le candidat, refuser une candidature en raison de l'incompatibilité des mandats et fonctions exercés avec le mandat visé. Le candidat peut introduire un recours contre cette décision auprès du Conseil d'État dans les huit jours après réception de l'envoi recommandé. Le Conseil d'État statue sur le recours dans un délai de soixante jours.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la procédure accélérée devant le Conseil d'État visée à l'alinéa 2, y inclus les parties à la procédure et les délais, en dérogeant au besoin aux articles 14, 17, 21, 21bis et 30, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Art. 37. Tout électeur peut introduire un recours contre les résultats des élections auprès du Conseil d'État dans les huit jours de leur publication au *Moniteur belge*. À peine d'irrecevabilité, le recours est préalablement notifié par envoi recommandé ou contre accusé de réception au président de l'Ordre.

Le Conseil d'État statue sur le recours dans un délai de soixante jours.

Sans préjudice des alinéa 1^{er} et 2, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la procédure accélérée devant le Conseil d'État visée aux alinéas 1^{er} et 2, y inclus les parties à la procédure et les délais, en dérogeant au besoin aux articles 14, 17, 21, 21bis et 30, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Art. 38. En cas d'annulation totale ou partielle des élections ainsi qu'en cas de recours contre les résultats des élections, les mandataires sortants assument la vacance des mandats concernés aussi longtemps que dure cette vacance. En cas d'annulation totale ou partielle des élections, le ministre fixe la date à laquelle il y a lieu de procéder à de nouvelles élections.

Section 3. — Les Chambres exécutives

Art. 39. § 1^{er}. L'Ordre est composé de deux Chambres exécutives, une Chambre exécutive d'expression néerlandaise et une Chambre exécutive d'expression française-allemande.

Leur compétence est déterminée, pour les indépendants, par le lieu où le demandeur exercera sa profession pour la première fois ou ultérieurement par celui de son principal établissement et, pour les fonctionnaires et les travailleurs, par le lieu de travail.

Si ce lieu est situé dans la Région de Bruxelles-Capitale, cette compétence dépend de la langue utilisée dans la demande d'accès à la profession ou de port du titre professionnel.

Tout membre qui ne possède pas une connaissance suffisante de la langue de la procédure utilisée par la Chambre exécutive dont il ressort, peut, dans une procédure disciplinaire, au début de l'enquête ouverte contre lui, indiquer à l'Ordre qu'il souhaite se faire assister par un interprète.

§ 2. Chaque Chambre exécutive est composée d'un président effectif et de quatre membres effectifs. Pour chaque Chambre exécutive, un président suppléant est également nommé et quatre membres suppléants sont élus. Le président suppléant remplace le président en son absence. Les membres suppléants remplacent n'importe quel membre absent.

Franstalig-Duitstalige Uitvoerende Kamer. De commissarissen worden door de minister benoemd voor een periode van een jaar en kunnen twee keer herverkozen worden. Een voorstel tot benoeming van twee commissarissen wordt door de Nationale Raad gevoegd bij het ontwerp van begroting dat hij aan de minister toestuurde.

De commissarissen worden belast met het nazicht van de overeenstemming van de verrekening van de inkomsten en uitgaven met het goedgekeurd ontwerp van begroting. De opdracht van commissaris is onverenigbaar met de uitoefening van een mandaat of een andere opdracht binnen de Orde.

Bij het trimestrieel onderzoek van de rekeningen door de Nationale Raad bedoeld in paragraaf 1, leggen de commissarissen een verslag neer over hun onderzoek van de rekeningen.

De rekeningen worden opgemaakt volgens het door de Koning bepaalde model en op de zetel van de Orde ter beschikking gehouden van de ingeschreven leden.

Art. 36. De Koning bepaalt de regels inzake de organisatie van de verkiezingen van de leden van de Nationale Raad.

De minister kan bij aangetekende zending, op met redenen omkleed verzoek van de voorzitter van de Uitvoerende Kamer waartoe de kandidaat behoort, een kandidatuur weigeren wegens onverenigbaarheid van de uitgeoefende mandaten en functies met het beoogde mandaat. De kandidaat kan beroep indienen tegen deze beslissing bij de Raad van State binnen de acht dagen na ontvangst van de aangetekende zending. De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen.

Onverminderd het tweede lid bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de in het tweede lid bedoelde versnelde procedure voor de Raad van State, met inbegrip van de partijen bij de procedure en de termijnen, zo nodig met afwijking van de artikelen 14, 17, 21, 21bis en 30, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Art. 37. Elke kiezer kan beroep indienen tegen de verkiezingsresultaten bij de Raad van State binnen acht dagen na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep voorafgaandelijk bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging betekend aan de voorzitter van de Orde.

De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen.

Onverminderd het eerste en het tweede lid bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de in het eerste en tweede lid bedoelde versnelde procedure voor de Raad van State, met inbegrip van de partijen bij de procedure en de termijnen, zo nodig met afwijking van de artikelen 14, 17, 21, 21bis en 30, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Art. 38. Indien de verkiezingen geheel of gedeeltelijk nietig worden verklaard alsook ingeval van beroep tegen de verkiezingsresultaten, nemen de uittreedende mandatarissen de betrokken mandaten verder waar zolang die niet opnieuw zijn ingevuld. Indien de verkiezingen geheel of gedeeltelijk nietig worden verklaard, stelt de minister de datum vast waarop nieuwe verkiezingen moeten worden gehouden.

Afdeling 3. — De Uitvoerende Kamers

Art. 39. § 1. De Orde bestaat uit twee Uitvoerende Kamers, één Nederlandstalige Uitvoerende Kamer en één Franstalig-Duitstalige Uitvoerende Kamer.

Hun bevoegdheid wordt bepaald, voor de zelfstandigen door de plaats waar de aanvrager zijn beroep voor het eerst zal uitoefenen of later door de plaats waar zijn hoofdvestiging zich bevindt en, voor de ambtenaren en werknemers, door de plaats van tewerkstelling.

Indien deze plaats gelegen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hangt die bevoegdheid af van de taal die werd gebruikt in de aanvraag om toegang te krijgen tot het beroep of tot het dragen van de titel.

Elk lid dat onvoldoende kennis heeft van de taal die de Uitvoerende Kamer waaronder hij ressorteert bij de rechtspleging gebruikt, mag, in een tuchtprocedure bij aanvang van het tegen hem ingestelde onderzoek, aan de Orde laten weten dat hij zich tijdens de zitting door een tolk wenst te laten bijstaan.

§ 2. Elke Uitvoerende Kamer bestaat uit een werkende voorzitter en vier werkende leden. Voor elke Uitvoerende Kamer wordt eveneens een plaatsvervangende voorzitter benoemd en worden vier plaatsvervangende leden verkozen. De plaatsvervangende voorzitter vervangt de voorzitter tijdens zijn afwezigheid. De plaatsvervangende leden vervangen eender welk afwezig lid.

Le président effectif et son suppléant sont nommés par le Roi pour une période de cinq ans parmi les magistrats effectifs ou honoraires, ou parmi les avocats qui sont inscrits au tableau de l'Ordre des avocats depuis au moins cinq ans. Pour chaque Chambre exécutive, les quatre membres effectifs et les quatre membres suppléants sont élus pour une période de cinq ans par et parmi les personnes physiques qui sont membres de l'Ordre et qui sont mentionnées comme "actif" au tableau, à l'exclusion des stagiaires. Les suppléants sont convoqués dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenu. Chaque Chambre exécutive compte trois géomètres-experts exerçant la profession en tant qu'indépendant, dont un au moins est inscrit uniquement dans la section "indépendants" et n'est pas fonctionnaire ou travailleur.

§ 3. Le Roi détermine les règles d'organisation des élections des membres des Chambres exécutives.

Le ministre peut, par envoi recommandé, sur avis motivé du président de la Chambre exécutive concernée, refuser une candidature en raison de l'incompatibilité des mandats et fonctions exercés avec le mandat visé. Le candidat peut introduire un recours contre cette décision auprès du Conseil d'État dans les huit jours après réception de l'envoi recommandé. Le Conseil d'État statue dans un délai de soixante jours.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la procédure accélérée devant le Conseil d'État visée à l'alinéa 2, y inclus les parties à la procédure et les délais, en dérogeant au besoin aux articles 14, 17, 21, 21bis et 30, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

§ 4. Tout électeur peut introduire un recours contre les résultats des élections auprès du Conseil d'État dans les huit jours de leur publication au *Moniteur belge*. À peine d'irrecevabilité, le recours est préalablement notifié par envoi recommandé ou contre accusé de réception au président de l'Ordre.

Le Conseil d'État statue sur le recours dans un délai de soixante jours.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la procédure accélérée devant le Conseil d'État visée aux alinéas 1^{er} et 2, y inclus les parties à la procédure et les délais, en dérogeant au besoin aux articles 14, 17, 21, 21bis et 30, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

En cas d'annulation totale ou partielle des élections ainsi qu'en cas de recours contre les résultats des élections, les mandataires sortants assument la vacance des mandats concernés aussi longtemps que dure cette vacance. En cas d'annulation totale ou partielle des élections, le ministre fixe la date à laquelle il y a lieu de procéder à de nouvelles élections.

§ 5. Les Chambres exécutives ne délibèrent valablement que si le président effectif ou son suppléant et trois membres effectifs ou suppléants sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 6. Chaque Chambre exécutive est assistée de son greffier effectif, ou de son greffier suppléant, désignés par le Conseil national parmi les membres du personnel de l'Ordre.

§ 7. Le président d'une Chambre exécutive, informé d'un manquement ou saisi d'une plainte en matière disciplinaire ou d'un litige en matière d'honoraires, peut désigner un membre effectif ou suppléant de la Chambre exécutive chargé d'instruire l'affaire. Celui-ci fait rapport au président.

Le rapporteur peut être entendu par la Chambre exécutive concernée. Il ne participe pas aux délibérations.

§ 8. Un recours peut être introduit auprès de la Chambre d'appel compétente contre chaque décision, ou contre l'absence de décision, d'une Chambre exécutive.

Art. 40. Les Chambres exécutives ont pour mission:

1° de statuer sur les demandes d'inscription au tableau et au registre;

2° de donner un avis sur le règlement relatif à la formation permanente visé à l'article 31, § 2;

3° d'agréer une formation organisée sur la base des règles fixées dans le règlement relatif à la formation permanente;

4° de veiller au respect des dispositions de la présente loi et de signaler toute infraction au président de l'Ordre;

De werkende voorzitter en zijn plaatsvervanger worden door de Koning voor vijf jaar benoemd onder de werkende of ere-magistraten of onder de advocaten die sinds ten minste vijf jaar zijn ingeschreven op het tableau van de Orde van Advocaten. Voor elke Uitvoerende Kamer worden de vier werkende leden en de vier plaatsvervangers voor vijf jaar verkozen door en onder de natuurlijke personen die lid zijn van de Orde en als "actief" op het tableau zijn vermeld, met uitzondering van de stagiairs. De plaatsvervangers worden opgeroepen in dalende volgorde van het aantal stemmen dat ze behaald hebben. Elke Uitvoerende Kamer telt drie landmeters-experten die het beroep uitoefenen als zelfstandige waarvan minstens één uitsluitend ingeschreven is in de afdeling "zelfstandigen" en geen ambtenaar of werknemer is.

§ 3. De Koning bepaalt de regels inzake de organisatie van de verkiezingen van de leden van de Uitvoerende Kamers.

De minister kan bij aangetekende zending, op met redenen omkleed verzoek van de voorzitter van de betrokken Uitvoerende Kamer, een kandidatuur weigeren wegens onverenigbaarheid van de uitgeoefende mandaten en functies met het beoogde mandaat. De kandidaat kan beroep indienen tegen deze beslissing bij de Raad van State binnen acht dagen na ontvangst van de aangetekende zending. De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen.

Onverminderd het tweede lid bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de in het tweede lid bedoelde versnelde procedure voor de Raad van State, met inbegrip van de partijen bij de procedure en de termijnen, zo nodig met afwijking van de artikelen 14, 17, 21, 21bis en 30, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

§ 4. Elke kiezer kan beroep indienen tegen de verkiezingsresultaten bij de Raad van State binnen acht dagen na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep voorafgaandelijk bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging betekend aan de voorzitter van de Orde.

De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen.

Onverminderd het eerste en het tweede lid bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de in het eerste en tweede lid bedoelde versnelde procedure voor de Raad van State, met inbegrip van de partijen bij de procedure en de termijnen, zo nodig met afwijking van de artikelen 14, 17, 21, 21bis en 30, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Indien de verkiezingen geheel of gedeeltelijk nietig worden verklaard, alsook ingeval van beroep tegen de verkiezingsresultaten, nemen de uittreedende mandatarissen de betrokken mandaten verder waar zolang die niet opnieuw zijn ingevuld. Indien de verkiezingen geheel of gedeeltelijk nietig worden verklaard, stelt de minister de datum vast waarop nieuwe verkiezingen moeten worden gehouden.

§ 5. De Uitvoerende Kamers beraadslagen slechts op geldige wijze indien de werkende voorzitter of zijn plaatsvervanger en drie werkende of plaatsvervangende leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 6. Elke Uitvoerende Kamer wordt bijgestaan door zijn werkend griffier of door zijn plaatsvervanger, gekozen door de Nationale Raad uit de leden van het personeel van de Orde.

§ 7. De voorzitter van een Uitvoerende Kamer die ingelicht is over een tekortkoming of bij wie een klacht in tuchtzaken of een geschil inzake erelonen aanhangig is gemaakt, kan een werkend of plaatsvervangend lid van de Uitvoerende Kamer aanwijzen om de zaak te onderzoeken. Deze brengt verslag uit aan de voorzitter.

De verslaggever kan worden gehoord door de betrokken Uitvoerende Kamer. Hij neemt niet deel aan de beraadslagingen.

§ 8. Hoger beroep tegen iedere beslissing van een Uitvoerende Kamer of tegen het uitblijven ervan kan worden ingesteld bij de bevoegde Kamer van Beroep.

Art. 40. De Uitvoerende Kamers hebben tot taak:

1° uitspraak te doen over de aanvragen tot inschrijving op het tableau en in het register;

2° een advies te verlenen over het règlement inzake permanente vorming bedoeld in artikel 31, § 2;

3° een opleiding te erkennen op basis van de regels vastgelegd in het règlement inzake permanente vorming;

4° ervoor te zorgen dat de bepalingen van deze wet worden nageleefd en elke inbreuk over te maken aan de voorzitter van de Orde;

5° de donner un avis sur les matières et le programme et les conditions de l'examen d'aptitude, visé à l'article 7, § 2, 4°, de même que sur le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12 et les règles de déontologie;

6° de veiller au respect du règlement relatif à la formation professionnelle et de la déontologie et de statuer en matière disciplinaire;

7° de statuer en matière d'honoraires;

8° de fixer le montant des honoraires des géomètres-experts, à la demande conjointe des parties à un litige en matière d'honoraires, et de donner leurs avis en la matière à la demande des cours et tribunaux;

9° de statuer sur le refus d'accès aux bases de données et aux données visées à l'article 19.

Section 4. — Les Chambres d'appel

Art. 41. § 1^{er}. L'Ordre est composé de deux Chambres d'appel, une Chambre d'appel d'expression néerlandaise et une Chambre d'appel d'expression française-allemande.

Leur composition est déterminée conformément à l'article 39, § 2. Elles délibèrent et décident selon la procédure déterminée à l'article 39, § 5. L'article 39, §§ 3 et 4, est également d'application.

§ 2. Chaque Chambre d'appel est assistée de son greffier effectif, ou de son suppléant, désignés par le Conseil national parmi les membres du personnel de l'Ordre.

§ 3. Le président de la Chambre d'appel, auprès de laquelle un recours est introduit contre une décision d'une Chambre exécutive, ou en raison de l'absence de décision, peut désigner un membre effectif ou suppléant de la Chambre d'appel chargé d'instruire l'affaire. Ce membre fait rapport au président.

Le rapporteur peut être entendu par la Chambre d'appel. Il ne participe pas aux délibérations.

Art. 42. Le recours est suspensif. Il peut être introduit par le géomètre-expert concerné par la décision.

Le recours contre une décision relative aux honoraires peut être introduit par le géomètre-expert concerné et par le plaignant.

Section 5. — La Chambre réunie et la Chambre d'appel réunie

Art. 43. La Chambre réunie est composée des présidents effectifs des Chambres exécutives ou de leurs suppléants et de deux membres effectifs de chaque Chambre exécutive ou de leurs suppléants.

Elle ne délibère valablement qu'en présence de tous ses membres ou de leurs suppléants.

Le rapporteur peut être entendu par la Chambre réunie. Il ne participe pas aux délibérations sur le dossier concerné.

Le président effectif doyen d'âge ou, s'il est absent ou empêché, le président effectif de l'autre Chambre, exerce la présidence de la Chambre réunie. Si les deux présidents effectifs sont absents ou empêchés, la fonction est assumée par le président suppléant doyen d'âge ou, à défaut, par le président suppléant de l'autre Chambre.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président de la Chambre réunie est prépondérante.

Les personnes concernées peuvent se faire assister à l'audience par un interprète.

Les contestations entre personnes inscrites à des tableaux établis par les deux Chambres exécutives relèvent de la compétence de cette Chambre réunie.

Les greffiers interviennent collégialement.

Art. 44. La Chambre d'appel réunie est composée des deux présidents effectifs ou des présidents suppléants et de deux membres effectifs de chaque Chambre d'appel ou de leurs suppléants.

Elle ne délibère valablement qu'en présence de tous ses membres ou de leurs suppléants.

Le rapporteur peut être entendu par la Chambre d'appel réunie. Il ne participe pas aux délibérations sur le dossier concerné.

Le président effectif doyen d'âge ou, s'il est absent ou empêché, le président effectif de l'autre Chambre d'appel exerce la présidence de la Chambre d'appel réunie. Si les deux présidents effectifs sont absents ou

5° een advies te verlenen over de vakken en het programma en de voorwaarden van het bekwaamheidsexamen bedoeld in artikel 7, § 2, 4°, alsook over de toepassing van het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12 en de voorschriften van de plichtenleer;

6° te waken over de naleving van het reglement betreffende de beroepsopleiding en van de plichtenleer en uitspraak te doen in tuchtzaken;

7° uitspraak te doen inzake erelonen;

8° bij een geschil betreffende erelonen, op gezamenlijk verzoek van de partijen, de erelonen van de landmeters-experten vast te leggen en op verzoek van de hoven en rechtbanken er advies over te geven;

9° uitspraak te doen over het ontzeggen van de toegang tot de databanken en de gegevens bedoeld in artikel 19.

Afdeling 4. — De Kamers van Beroep

Art. 41. § 1. De Orde bestaat uit twee Kamers van Beroep, één Nederlandstalige Kamer van Beroep en één Franstalig-Duitstalige Kamer van Beroep.

Hun samenstelling wordt bepaald overeenkomstig artikel 39, § 2. Ze beraadslagen en beslissen volgens de procedure bepaald in artikel 39, § 5. Artikel 39, §§ 3 en 4, is ook van toepassing.

§ 2. Elke Kamer van Beroep wordt bijgestaan door zijn werkend griffier of door zijn plaatsvervanger, gekozen door de Nationale Raad uit de leden van het personeel van de Orde.

§ 3. De voorzitter van de Kamer van Beroep bij wie een beroep tegen een beslissing van een Uitvoerende Kamer of tegen het uitblijven ervan aanhangig is gemaakt, kan een werkend of plaatsvervangend lid van de Kamer van Beroep aanwijzen om de zaak te onderzoeken. Dat lid brengt verslag uit aan de voorzitter.

De verslaggever kan worden gehoord door de Kamer van Beroep. Hij neemt niet deel aan de beraadslagingen.

Art. 42. Het beroep heeft schorsende werking. Het kan worden ingesteld door de landmeter-expert op wie de beslissing betrekking heeft.

Het beroep tegen een beslissing inzake erelonen kan worden ingediend door de betrokken landmeter-expert en door de klager.

Afdeling 5. — De Verenigde Kamer en de Verenigde Kamer van Beroep

Art. 43. De Verenigde Kamer bestaat uit de werkende voorzitters van de Uitvoerende Kamers of hun plaatsvervangers en uit twee werkende leden van elke Uitvoerende Kamer of hun plaatsvervangers.

Ze beraadslaagt slechts geldig in aanwezigheid van al haar leden of hun plaatsvervangers.

De verslaggever kan worden gehoord door de Verenigde Kamer. Hij neemt niet deel aan de beraadslagingen over het betreffende dossier.

De oudste werkende voorzitter in jaren of, indien hij afwezig of verhinderd is, de werkende voorzitter van de andere Kamer neemt het voorzitterschap van de Verenigde Kamer waar. Indien de twee werkende voorzitters afwezig of verhinderd zijn, wordt de opdracht waargenomen door de oudste plaatsvervangend voorzitter in jaren of, bij gebreke, door de plaatsvervangende voorzitter van de andere Kamer.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de Verenigde Kamer beslissend.

De betrokkenen kunnen zich tijdens de zitting laten bijstaan door een tolk.

De betwistingen tussen personen die zijn ingeschreven op tableaux die werden opgemaakt door de twee Uitvoerende Kamers, behoren tot de bevoegdheid van deze Verenigde Kamer.

De griffiers komen collegiaal tussen.

Art. 44. De Verenigde Kamer van Beroep bestaat uit de twee werkende voorzitters of hun plaatsvervangers en uit twee werkende leden van elke Kamer van Beroep of hun plaatsvervangers.

Ze beraadslaagt slechts geldig in aanwezigheid van al haar leden of hun plaatsvervangers.

De verslaggever kan worden gehoord door de Verenigde Kamer van Beroep. Hij neemt niet deel aan de beraadslagingen betreffende het betrokken dossier.

De oudste werkende voorzitter in jaren of, indien hij afwezig of verhinderd is, de werkende voorzitter van de andere Kamer van Beroep, neemt het voorzitterschap van de Verenigde Kamer van Beroep

empêchés, la fonction est assumée par le président suppléant doyen d'âge ou, à défaut, par le président suppléant de l'autre Chambre d'appel.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président de la Chambre d'appel réunie est prépondérante.

La Chambre d'appel réunie se prononce sur les recours introduits contre les décisions, ou l'absence de décisions, de la Chambre réunie.

Le recours est suspensif.

Art. 45. Sous réserve des articles 43 et 44, la Chambre réunie et la Chambre d'appel réunie suivent les mêmes règles de procédure que les Chambres qui les composent.

Section 6. — Dispositions communes aux Chambres visées aux sections 3 à 5

Art. 46. Un recours peut être introduit au Conseil d'État contre chaque décision de refus d'inscription au tableau, ou dans le registre, qui a été confirmée en appel.

Les décisions définitives des Chambres d'appel ou de la Chambre d'appel réunie peuvent être déférées à la Cour de cassation par les intéressés ou par le président du Conseil national pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

Le procureur général près de la Cour de cassation peut se pourvoir en cassation devant cette Cour dans l'intérêt de la loi.

En cas de cassation, la cause est renvoyée devant la Chambre d'appel autrement composée ou la Chambre d'appel réunie autrement composée. Celles-ci se conforment à la décision de la Cour de cassation sur les points de droit jugés par elle.

La procédure du pourvoi en cassation est réglée comme en matière civile, le délai pour introduire le pourvoi est d'un mois à partir de la notification de la décision.

Art. 47. Le demandeur d'une inscription au tableau ou dans le registre, le plaignant et le géomètre-expert en matière disciplinaire, et les parties à un litige en matière d'honoraires, peuvent exercer le droit de récusation dans les cas prévus par l'article 828 du Code judiciaire.

Celui à charge duquel une décision par défaut a été rendue peut former opposition à cette décision dans le délai de trente jours. L'opposition est notifiée, à peine de nullité, par envoi recommandé ou contre accusé de réception dans le susdit délai à la Chambre qui a rendu la décision. L'opposant qui fait défaut une seconde fois ne peut plus former une nouvelle opposition.

Art. 48. Les délais et la procédure devant les Chambres visées aux sections 3 à 5 sont fixés par le Roi.

Art. 49. § 1^{er}. Les membres des Chambres visées aux sections 3 à 5 sont tenus de respecter le secret des délibérations.

La procédure devant ces Chambres, à part la délibération qui est secrète, est publique, à moins que le géomètre-expert intéressé ne fasse la demande expresse d'un traitement à huis clos, ou à moins que la publicité ne porte atteinte à la moralité, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intérêt des mineurs, à la protection de la vie privée, à l'intérêt de la justice ou au secret professionnel.

§ 2. Le plaignant reçoit dans les quinze jours le dispositif de la décision coulée en force de chose jugée prise sur la base de sa plainte.

Sur demande expresse du plaignant, les motifs de la décision peuvent lui être communiqués. Il peut être décidé de façon motivée et sur la base de motifs sérieux que la consultation du dossier disciplinaire lui soit accordée.

Il peut être décidé de façon motivée que le dispositif des décisions soit communiqué à des tiers.

À l'unanimité des voix, il peut être décidé de façon motivée et sur la base de motifs sérieux que les motifs de la décision soient communiqués à des tiers ou que la consultation du dossier disciplinaire leur soit accordée.

Section 7. — La Commission de formation professionnelle

Art. 50. § 1^{er}. La Commission de formation professionnelle se compose, d'une part, de quatre membres effectifs, dont deux appartiennent au rôle linguistique néerlandais et deux au rôle linguistique

waar. Indien de twee werkende voorzitters afwezig of verhinderd zijn, wordt de opdracht waargenomen door de oudste plaatsvervangend voorzitter in jaren, of bij gebreke, door de plaatsvervangende voorzitter van de andere Kamer van Beroep.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de Verenigde Kamer van Beroep beslissend.

De Verenigde Kamer van Beroep doet uitspraak over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen van de Verenigde Kamer, of tegen het uitblijven ervan.

Het beroep heeft schorsende werking.

Art. 45. Onder voorbehoud van de artikelen 43 en 44 volgen de Verenigde Kamer en de Verenigde Kamer van Beroep dezelfde procedureregels als de Kamers die ze samenstellen.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke bepalingen aan de Kamers bedoeld in de afdelingen 3 tot 5

Art. 46. Tegen elke beslissing tot weigering van inschrijving op het tableau of in het register die in beroep werd bevestigd, kan hoger beroep bij de Raad van State worden aangetekend.

De door de Kamers van Beroep of door de Verenigde Kamer van Beroep genomen eindbeslissingen kunnen door de betrokkenen of door de voorzitter van de Nationale Raad voor het Hof van Cassatie worden gebracht wegens schending van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen.

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie kan in het belang van de wet cassatieberoep instellen bij dit Hof.

In geval van cassatie wordt de zaak verwezen naar de anders samengestelde Kamer van Beroep of anders samengestelde Verenigde Kamer van Beroep. Deze schikken zich naar de beslissing van het Hof van Cassatie op de door dit Hof beoordeelde rechtspunten.

De rechtspleging van voorziening in cassatie wordt geregeld zoals in burgerlijke zaken; de termijn voor het instellen van de voorziening is één maand te rekenen vanaf de betekening van de beslissing.

Art. 47. De aanvrager van een inschrijving op het tableau of in het register, de klager en de landmeter-expert in een tuchtzaak en de partijen bij een geschil inzake erelonen, hebben het recht van wraking in de bij artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde gevallen.

Degene tegen wie een beslissing bij verstek is gewezen, kan tegen deze beslissing verzet aantekenen binnen de termijn van dertig dagen. Van het verzet wordt, op straffe van nietigheid, kennis gegeven bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging binnen de vermelde termijn aan de Kamer die de beslissing heeft genomen. De opposant die een tweede maal verstek laat gaan, kan geen nieuw verzet meer aantekenen.

Art. 48. De termijnen en de procedure voor de Kamers bedoeld in de afdelingen 3 tot 5 worden bepaald door de Koning.

Art. 49. § 1. De leden van de Kamers bedoeld in de afdelingen 3 tot 5 zijn verplicht tot geheimhouding van de beraadslagingen.

De procedure voor deze Kamers, afgezien van de beraadslaging die geheim is, is openbaar tenzij de betrokken landmeter-expert uitdrukkelijk verzoekt om een behandeling met gesloten deuren of tenzij de openbaarheid afbreuk doet aan de zedelijkheid, de openbare orde, de veiligheid van het land, het belang van minderjarigen, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, het belang van het gerecht of het beroepsgeheim.

§ 2. De klager ontvangt binnen vijftien dagen het beschikkend gedeelte van de op grond van zijn klacht genomen in kracht van gewijsde gegane beslissing.

Op uitdrukkelijk verzoek van de klager kan hem het motiverend gedeelte van de beslissing worden meegedeeld. Op een met redenen omklede manier en op basis van ernstige redenen kan beslist worden dat hem inzage in het tuchtdossier wordt toegestaan.

Op een met redenen omklede manier kan beslist worden dat het beschikkend gedeelte van de beslissingen wordt meegedeeld aan derden.

Met eenparigheid van stemmen kan op een met redenen omklede manier en op basis van ernstige redenen beslist worden dat het motiverend gedeelte van de beslissingen wordt meegedeeld aan derden of dat hen inzage in het tuchtdossier wordt toegestaan.

Afdeling 7. — De Beroepsopleidingscommissie

Art. 50. § 1. De Beroepsopleidingscommissie is enerzijds samengesteld uit vier effectieve leden, waarvan er twee tot de Nederlandstalige taalrol en twee tot de Franstalige of Duitstalige taalrol behoren. De

français ou allemand. D'autre part, la Commission de formation professionnelle se compose de quatre membres suppléants: deux du rôle linguistique néerlandais et deux du rôle linguistique français ou allemand. Les membres effectifs et suppléants de la Commission de formation professionnelle sont nommés par le Conseil national, dès son installation ou son renouvellement, parmi les membres de l'Ordre mentionnés comme "actif" au tableau, à l'exclusion des stagiaires.

Les membres de la Commission de formation professionnelle sont nommés par le Conseil national pour un terme de cinq ans.

§ 2. La Commission de formation professionnelle assure la surveillance du bon déroulement de la formation professionnelle et le suivi de son organisation en exerçant les missions qui lui sont confiées par le règlement relatif à la formation professionnelle visé à l'article 12.

Toute décision de la Commission de formation professionnelle refusant l'admission d'un candidat au stage, est susceptible d'un recours de la part du candidat devant la Chambre d'appel compétente visée à l'article 41, § 1^{er}.

La Commission de formation professionnelle détermine l'éventuelle réduction de la durée du stage conformément aux dispositions de la présente loi et au règlement relatif à la formation professionnelle.

Toute décision de la Commission de formation professionnelle sur la base de l'article 7, § 3, ou sur la formation professionnelle est susceptible d'un recours du candidat devant la Chambre exécutive compétente dans un délai de trente jours à dater de cette décision.

La Commission de formation professionnelle transmet son avis au sujet du stagiaire après la fin du stage et l'accomplissement de l'examen d'aptitude à la Chambre exécutive compétente. Cette dernière décide ensuite si le stagiaire peut être inscrit au tableau.

Section 8. — Incompatibilités entre les mandats

Art. 51. Un mandat au sein du Conseil national est incompatible avec un mandat au sein d'une des Chambres exécutives ou d'appel ou de la Commission de formation professionnelle.

Est également incompatible l'exercice d'un mandat dans une Chambre exécutive ou d'appel avec l'exercice d'un mandat au sein de la Commission de formation professionnelle.

Un membre d'une Chambre exécutive ne peut pas être en même temps membre d'une Chambre d'appel.

TITRE 8. — Dispositions pénales

Art. 52. Toute personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 et 25, § 5, est punie d'une amende de 500 à 5000 euros.

Art. 53. Le livre 1^{er} du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 54. Sans préjudice des compétences incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires, désignés à cet effet par le Roi sur la proposition du ministre, sont chargés de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions à la présente loi.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils sont transmis sans délai aux officiers compétents du ministère public; une copie en est adressée à l'auteur de l'infraction dans les sept jours de la constatation de l'infraction, le tout à peine de nullité.

Les personnes auxquelles la présente loi s'applique sont tenues de fournir tous renseignements et documents nécessaires pour en vérifier l'application. Sera puni d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 1 000 euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui refusera de fournir les renseignements et documents visés ou qui s'opposera aux mesures de contrôle.

TITRE 9. — Dispositions transitoires

Art. 55. § 1^{er}. Les personnes inscrites au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts, et les travailleurs ou fonctionnaires qui ont prêté le serment visé à l'article 7 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, peuvent, à leur demande, être inscrits automatiquement au tableau de l'Ordre, dès la mise en place de celui-ci, moyennant le respect des conditions visées aux alinéas suivants et au paragraphe 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} envoient leur demande au plus tard trois mois avant la date des premières élections des organes de l'Ordre, par envoi recommandé ou contre accusé de réception au SPF Économie.

Beroepsopleidingscommissie bestaat anderzijds uit vier plaatsvervangende leden: twee van de Nederlandstalige taalrol en twee van de Franstalige of Duitstalige taalrol. De effectieve leden van de Beroepsopleidingscommissie en hun plaatsvervangers worden benoemd door de Nationale Raad, zodra hij is ingesteld of vernieuwd, onder de leden van de Orde die als "actief" op het tableau zijn vermeld, met uitzondering van de stagiairs.

De leden van de Beroepsopleidingscommissie worden door de Nationale Raad benoemd voor een termijn van vijf jaar.

§ 2. De Beroepsopleidingscommissie houdt toezicht op het goede verloop van de beroepsopleiding en op de organisatie ervan door de taken uit te voeren die haar door het reglement betreffende de beroepsopleiding bedoeld in artikel 12 zijn toevertrouwd.

Tegen elke beslissing van de Beroepsopleidingscommissie waarbij de toelating van een kandidaat tot de stage wordt geweigerd, kan de kandidaat hoger beroep aantekenen bij de bevoegde Kamer van Beroep, bedoeld in artikel 41, § 1.

De Beroepsopleidingscommissie beslist over de eventuele inkorting van de duurtijd van de stage in overeenstemming met de bepalingen van deze wet en het reglement betreffende de beroepsopleiding.

Tegen elke beslissing van de Beroepsopleidingscommissie op grond van artikel 7, § 3, of betreffende de beroepsopleiding kan de kandidaat binnen dertig dagen na de beslissing in beroep gaan bij de bevoegde Uitvoerende Kamer.

Na het beëindigen van de stage en het afleggen van het bekwaamheidsexamen, maakt de Beroepsopleidingscommissie haar advies betreffende de stagiair over aan de bevoegde Uitvoerende Kamer, die beslist of de stagiair kan worden ingeschreven op het tableau.

Afdeling 8. — Onverenigbaarheden tussen de mandaten

Art. 51. Een mandaat in de Nationale Raad is onverenigbaar met een mandaat in een van de Uitvoerende Kamers of Kamers van Beroep of de Beroepsopleidingscommissie.

Is eveneens onverenigbaar, het uitoefenen van een mandaat in een Uitvoerende Kamer of Kamer van Beroep en het uitoefenen van een mandaat in de Beroepsopleidingscommissie.

Een lid van een Uitvoerende Kamer kan niet tegelijkertijd lid zijn van een Kamer van Beroep.

TITEL 8. — Strafbepalingen

Art. 52. Elke persoon die de artikelen 5, 6, 7 en 25, § 5, overtreedt, wordt gestraft met een geldboete van 500 tot 5000 euro.

Art. 53. Boek I van het Strafwetboek is, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, vaak van toepassing op de in deze wet bepaalde inbreuken.

Art. 54. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, worden de ambtenaren die hiertoe door de Koning zijn aangeduid op voorstel van de minister, belast met het opsporen en vaststellen in processen-verbaal van de inbreuken op deze wet.

Deze processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel. Zij worden onverwijld toegezonden aan de bevoegde ambtenaren van het openbaar ministerie; een afschrift ervan wordt gezonden aan de overtreder binnen zeven dagen te rekenen vanaf de vaststelling van de inbreuk, dit alles op straffe van nietigheid.

De personen die onder de toepassing van deze wet vallen zijn ertoe gehouden alle inlichtingen en alle bescheiden te verstrekken die nodig zijn om de toepassing ervan na te gaan. Elke persoon die weigert de bedoelde inlichtingen en bescheiden te verstrekken of zich tegen de onderzoeksmaatregelen verzet, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen en met een geldboete van 26 tot 1 000 euro of met één van die straffen alleen.

TITEL 9. — Overgangsbepalingen

Art. 55. § 1. De personen ingeschreven op het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten en de werknemers of ambtenaren die de eed hebben afgelegd als bedoeld in artikel 7 van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert, mogen op hun verzoek automatisch ingeschreven worden op het tableau van de Orde, vanaf de oprichting ervan, mits het naleven van de voorwaarden bedoeld in de volgende leden en in paragraaf 2.

De personen bedoeld in het eerste lid sturen hun aanvraag naar de FOD Économie ten laatste drie maanden voor de datum van de eerste verkiezingen van de organen van de Orde, bij aangetekende zending of tegen ontvangstbevestiging.

La langue dans laquelle le SPF Économie traite la demande est déterminée, pour les indépendants, par le lieu où le demandeur exercera sa profession pour la première fois ou ultérieurement par celui de son principal établissement et, pour les travailleurs et fonctionnaires, par le lieu de travail.

Si ce lieu est situé dans la Région de Bruxelles-Capitale, la demande est traitée dans la langue utilisée dans la demande.

Si ces personnes désirent être aussi électeurs ou se porter candidates aux premières élections, elles adressent leur demande au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur du présent article.

Le courrier reprend le numéro d'inscription au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts ou, pour les personnes qui n'étaient pas inscrites à ce tableau, une copie de la prestation de serment visé à l'article 7 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts.

§ 2. Le SPF Économie examine la demande dans les trente jours de la réception d'une demande complète. En cas de demande incomplète, le SPF Économie en informe le demandeur dans les quinze jours suivant la réception de la demande. Le demandeur complète sa demande au plus tard quinze jours suivant la réception du courrier du SPF Économie.

Lorsque le SPF Économie adopte une décision favorable, il renvoie au demandeur une demande de paiement d'une provision de 200 euros. Cette provision non remboursable constitue une avance sur le montant de la cotisation due pour la première année d'inscription à l'Ordre après sa constitution.

§ 3. Les personnes qui paient la provision dans les trente jours de la demande de paiement adressée par le SPF Économie sont inscrites automatiquement au tableau par l'Ordre, après l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la présente loi, sous le ou les statuts sous lesquels elles exerçaient la profession avant l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la présente loi.

Elles peuvent continuer à exercer la profession pendant toute la durée de la procédure d'inscription au tableau par l'Ordre.

Les personnes, autres que les personnes élues au sein d'un des organes de l'Ordre, qui ne paient pas le solde de la cotisation dans les délais prévus par le Conseil national, sont réputées avoir renoncé à leur demande et sont omises d'office du tableau de l'Ordre. Dès cet instant, elles ne peuvent plus exercer la profession ni porter le titre professionnel.

Les personnes qui se sont portées candidates et sont élues au sein d'un des organes de l'Ordre ne peuvent pas renoncer à leur demande et s'acquittent du solde de leur cotisation dans les délais fixés par le Conseil national.

§ 4. Les listes des personnes qui bénéficient de l'inscription automatique sont établies par la Direction générale de la Politique des P.M.E. du SPF Économie.

Il s'agit de deux listes:

- 1° la liste "personnes physiques";
- 2° la liste "personnes morales".

La liste "personnes physiques" est subdivisée en deux sections:

1° la section "indépendants": celle-ci comprend les personnes, inscrites sur la base de la preuve d'inscription sur le tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts, visée au paragraphe 1^{er};

2° la section "travailleurs et fonctionnaires": celle-ci comprend les personnes inscrites sur la base de la preuve de prestation de serment, visée au paragraphe 1^{er}.

Les personnes inscrites dans la liste "personnes physiques" peuvent participer aux élections, comme électeur et/ou candidat, sous les conditions fixées à l'article 56.

La Direction générale de la Politique des P.M.E. transmet les listes définitives à l'Ordre dès son installation.

Quand les personnes inscrites au tableau dans la section "travailleurs et fonctionnaires" visée à l'article 4, § 2, 2°, y sont inscrites par l'Ordre sur la base de leur inscription sur la liste dans la section "travailleurs et fonctionnaires" visée à l'alinéa 3, 2°, et demandent leur inscription au tableau dans la section "indépendants" visée à l'article 4, § 2, 1°, elles fournissent à l'Ordre une preuve des qualifications professionnelles visées à l'article 7, § 2, 1°.

§ 5. Les personnes, qui exerçaient légalement la profession avant l'entrée en vigueur du présent article mais n'ont pas introduit leur demande ou payé la provision de 200 euros dans les délais visés aux

De taal waarin de FOD Economie de aanvraag behandelt, wordt bepaald, voor de zelfstandigen door de plaats waar de aanvrager zijn beroep voor het eerst zal uitoefenen of later door de plaats waar zijn hoofdvestiging zich bevindt en voor de werknemers en ambtenaren door de plaats van tewerkstelling.

Indien deze plaats gelegen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt het dossier behandeld in de taal gebruikt in de aanvraag.

Indien die personen ook kiezers willen zijn of zich kandidaat willen stellen voor de eerste verkiezingen, versturen ze hun aanvraag ten laatste zes maanden na de datum van de inwerkingtreding van dit artikel.

De brief bevat het inschrijvingsnummer op het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten of, voor de personen die niet ingeschreven waren op dat tableau, een afschrift van de eedaflegging bedoeld in artikel 7 van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert.

§ 2. De FOD Economie onderzoekt de aanvraag binnen dertig dagen na ontvangst van een volledige aanvraag. Ingeval van een onvolledige aanvraag brengt de FOD Economie de aanvrager daarvan op de hoogte binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. De aanvrager vervolledigt zijn aanvraag ten laatste vijftien dagen na ontvangst van de brief van de FOD Economie.

Wanneer de FOD Economie een gunstige beslissing neemt, zendt hij de aanvrager een vraag tot betaling van een provisie van 200 euro. Die niet terugbetaalbare provisie is een voorschot op het bedrag van de bijdrage verschuldigd voor het eerste jaar van inschrijving bij de Orde na de oprichting ervan.

§ 3. De personen die de provisie binnen dertig dagen na de vraag tot betaling verstuurd door de FOD Economie betalen, worden door de Orde automatisch ingeschreven op het tableau, na de inwerkingtreding van alle bepalingen van deze wet, onder het of de statuten waaronder zij het beroep uitoefenden voor de inwerkingtreding van alle bepalingen van deze wet.

Zij mogen het beroep blijven uitoefenen tijdens de volledige duur van de procedure voor inschrijving op het tableau door de Orde.

De personen andere dan die verkozen binnen een van de organen van de Orde die het saldo van de bijdrage niet betalen binnen de termijn vastgelegd door de Nationale Raad, worden geacht te hebben verzaakt aan hun aanvraag en worden van ambtswege weggelaten van het tableau van de Orde. Vanaf dat ogenblik mogen zij het beroep niet meer uitoefenen noch de beroepstitel dragen.

De personen die zich kandidaat hebben gesteld en verkozen werden binnen een van de organen van de Orde, kunnen niet verzaaken aan hun aanvraag en betalen het saldo van hun bijdrage binnen de termijn vastgelegd door de Nationale Raad.

§ 4. De lijsten met de personen die genieten van de automatische inschrijving worden opgesteld door de Algemene Directie K.M.O.-beleid van de FOD Economie.

Het gaat om twee lijsten:

- 1° de lijst "natuurlijke personen";
- 2° de lijst "rechtspersonen".

De lijst "natuurlijke personen" is onderverdeeld in twee afdelingen:

1° de afdeling "zelfstandigen": die bevat de personen die zijn ingeschreven op basis van het bewijs van inschrijving op het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten, bedoeld in paragraaf 1;

2° de afdeling "werknemers en ambtenaren": die bevat de personen die zijn ingeschreven op basis van het bewijs van eedaflegging, bedoeld in paragraaf 1.

De personen ingeschreven in de lijst "natuurlijke personen" mogen deelnemen aan de verkiezingen, als kiezer en/of kandidaat, onder de voorwaarden bepaald in artikel 56.

De Algemene Directie K.M.O.-beleid bezorgt de definitieve lijsten aan de Orde van zodra deze is opgericht.

Indien de personen ingeschreven op het tableau in de afdeling "werknemers en ambtenaren" bedoeld in artikel 4, § 2, 2°, hierop door de Orde zijn ingeschreven op basis van hun inschrijving op de lijst in de afdeling "werknemers en ambtenaren" bedoeld in het derde lid, 2°, en hun inschrijving vragen op het tableau in de afdeling "zelfstandigen" bedoeld in artikel 4, § 2, 1°, bezorgen ze de Orde een bewijs van beroepskwalificaties bedoeld in artikel 7, § 2, 1°.

§ 5. De personen die het beroep wettig uitoefenden voor de inwerkingtreding van dit artikel maar geen aanvraag indienden of de provisie van 200 euro niet betaalden binnen de termijn bedoeld in de

paragrapes 1^{er} à 3 ne bénéficient pas de l'inscription automatique. Sans préjudice de l'article 10, elles sont inscrites à l'Ordre si elles en font la demande et si elles établissent qu'elles répondent à l'ensemble des conditions d'inscription fixées par la présente loi. Les personnes qui introduisent leur demande dans le délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la présente loi, peuvent toutefois continuer à exercer les activités professionnelles visées à l'article 3 pendant la durée de la procédure d'examen de leur demande.

Art. 56. § 1^{er}. En vue de permettre l'organisation des premières élections et la composition des organes de l'Ordre, les dispositions concernant la composition et le fonctionnement des organes de l'Ordre visées aux articles 32, 36, 37 à 39, 41, §§ 1^{er} et 2, 43 et 44, sont applicables à partir de l'organisation des premières élections, sous réserve de ce qui est prévu au présent article.

§ 2. Seule la personne qui a payé la provision visée à l'article 55, § 3, et a introduit sa demande d'inscription dans le délai visé à l'article 55, § 1^{er}, alinéa 5, peut se porter candidate aux premières élections de l'Ordre. La personne qui veut se porter candidate envoie également sa candidature en précisant la ou les fonctions qu'elle désire exercer au plus tard cinq mois avant la date fixée pour les premières élections. Elle communique en même temps ses mandats et fonctions publics et privés, conformément à l'article 21, § 3.

§ 3. Pour l'application de l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, une inscription à la liste visée à l'article 55, § 4, dans la liste "personnes physiques", section "indépendants", est équivalente à l'inscription au tableau de l'Ordre.

Pour l'application de l'article 32, § 2, alinéa 2, une inscription au tableau du Conseil fédéral des géomètres-experts visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts équivaut à une inscription au tableau de l'Ordre.

§ 4. Chaque personne qui se porte candidate aux premières élections des organes de l'Ordre s'engage sur l'honneur à payer le solde de la cotisation dans les délais requis par le Conseil national.

§ 5. Le ministre compose une commission électorale présidée en alternance par session par un des présidents des Chambres du Conseil fédéral des géomètres-experts. Elle est constituée de six membres des organisations professionnelles représentatives des géomètres-experts présentés par le Conseil Supérieur des Indépendants et des PME, et est soutenue par le fonctionnaire désigné par le ministre et choisi parmi les membres de son département. Pour chacun des six membres, un suppléant est désigné de la même façon. En cas d'absence du président appelé à faire service, ce dernier est remplacé par son suppléant respectif auprès de la Chambre du Conseil fédéral des géomètres-experts.

Le secrétariat de la commission électorale est assuré par la Direction générale de la Politique des P.M.E. du SPF Économie.

La commission électorale est chargée de l'organisation des premières élections. Un membre de la commission électorale ne peut pas se porter candidat aux premières élections.

La commission électorale établit un règlement de fonctionnement interne. Elle établit également un règlement d'élection qui est approuvé par le ministre. Elle décide à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 6. Les premières élections visant à élire les membres des organes de l'Ordre sont organisées au plus tard dans les vingt-quatre mois suivant le mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. La date des premières élections est rendue publique par un avis au *Moniteur belge* publié au moins six mois avant la tenue des élections.

Le ministre dissout la commission électorale lorsque sa tâche est terminée.

Art. 57. Le Conseil national détermine les montants de la cotisation pour la période s'écoulant entre son installation et la date de début de la première année complète d'activité qu'il soumet à l'approbation du ministre dans le premier trimestre de son installation.

Art. 58. § 1^{er}. Dès l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la présente loi, les demandes d'inscription et les dossiers disciplinaires en cours devant une des Chambres du Conseil fédéral créé par l'article 2 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts dont celle-ci a été valablement saisie, sont transférés à la Chambre exécutive du même rôle linguistique. Les Chambres exécutives se prononcent dans les délais et selon les modalités fixées par le Roi.

paragafen 1 tot 3, genieten niet van de automatische inschrijving. Onverminderd artikel 10 worden ze ingeschreven bij de Orde wanneer ze daartoe een aanvraag indienen en aantonen dat ze voldoen aan alle inschrijvingsvoorwaarden bedoeld in deze wet. De personen die hun aanvraag indienen binnen een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van alle bepalingen van deze wet, mogen evenwel de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3 gedurende de duur van het onderzoek van hun aanvraag blijven uitoefenen.

Art. 56. § 1. Om de organisatie van de eerste verkiezingen en de samenstelling van de organen van de Orde mogelijk te maken, zijn de bepalingen betreffende de samenstelling en werking van de organen van de Orde bedoeld in de artikelen 32, 36, 37 tot 39, 41, §§ 1 en 2, 43 en 44 van toepassing vanaf het organiseren van de eerste verkiezingen, onder voorbehoud van wat bepaald is in dit artikel.

§ 2. Enkel de persoon die de provisie bedoeld in artikel 55, § 3, heeft betaald en die zijn aanvraag tot inschrijving heeft ingediend binnen de termijn bedoeld in artikel 55, § 1, vijfde lid, kan zich kandidaat stellen voor de eerste verkiezingen van de Orde. De persoon die zich kandidaat wil stellen, verstuurt ten laatste vijf maanden voor de datum vastgesteld voor de eerste verkiezingen, eveneens zijn kandidatuur en geeft aan welke functie of functies hij wil uitoefenen. Hij deelt eveneens zijn publieke en private mandaten mee overeenkomstig artikel 21, § 3.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 32, § 1, tweede lid, is een inschrijving op de lijst bedoeld in artikel 55, § 4, in de lijst "natuurlijke personen", afdeling "zelfstandigen", gelijkwaardig aan een inschrijving op het tableau van de Orde.

Voor de toepassing van artikel 32, § 2, tweede lid, is een inschrijving op het tableau van de Federale Raad van landmeters-experten, bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten, gelijkwaardig aan een inschrijving op het tableau van de Orde.

§ 4. Elke persoon die zich voor de eerste verkiezingen van de organen van de Orde kandidaat stelt, verbindt er zich op erewoord toe het saldo van de bijdrage te betalen binnen de termijn vastgelegd door de Nationale Raad.

§ 5. De minister stelt een verkiezingscommissie samen die alternerend per zitting wordt voorgezeten door één van de voorzitters van de Kamers van de Federale Raad van landmeters-experten. Deze commissie bestaat uit zes leden van de representatieve beroepsorganisaties van landmeters-experten, voorgesteld door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO en wordt ondersteund door een door de minister aangeduide ambtenaar onder de leden van zijn departement. Voor elk van de zes leden wordt op dezelfde wijze een plaatsvervanger aangeduid. Bij afwezigheid van de dienstdoende voorzitter wordt deze vervangen door zijn respectieve plaatsvervanger bij de Kamer van de Federale Raad van landmeters-experten.

Het secretariaat van de verkiezingscommissie wordt waargenomen door de Algemene Directie K.M.O.-beleid van de FOD Economie.

De verkiezingscommissie is belast met de organisatie van de eerste verkiezingen. Een lid van de verkiezingscommissie kan zich niet kandidaat stellen voor de eerste verkiezingen.

De verkiezingscommissie stelt een reglement van interne werking op. Ze stelt ook een verkiezingsreglement op dat wordt goedgekeurd door de minister. Ze beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 6. De eerste verkiezingen, die tot doel hebben de leden van de organen van de Orde te kiezen, worden ten laatste binnen vierentwintig maanden volgend op de maand van de publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* georganiseerd. De datum van de eerste verkiezingen wordt bekendgemaakt met een bericht in het *Belgisch Staatsblad* dat minstens zes maanden voor de verkiezingen wordt gepubliceerd.

De verkiezingscommissie wordt door de minister ontbonden wanneer haar taak is afgelopen.

Art. 57. De Nationale Raad bepaalt de bedragen van de bijdrage voor de periode tussen zijn installatie en de begindatum van het eerste volledige werkjaar en legt die binnen het eerste kwartaal na zijn installatie ter goedkeuring voor aan de minister.

Art. 58. § 1. Van zodra het geheel van bepalingen van deze wet in voege is getreden, worden de aanvragen om inschrijving en de tuchtdossiers lopende bij een van de Kamers van de Federale Raad opgericht bij artikel 2 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten waarvoor die Kamer geldig gevat werd, overgedragen aan de Uitvoerende Kamer van dezelfde taalrol. De Uitvoerende Kamers doen uitspraak binnen de termijn en volgens de nadere regels vastgelegd door de Koning.

§ 2. Les Chambres d'appel reprennent le traitement des appels des décisions des Chambres du Conseil fédéral créé par l'article 2 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts dont ont été valablement saisies les Chambres du Conseil fédéral d'appel créé par l'article 5 de la même loi et qui sont du même rôle linguistique qu'elles. Elles se prononcent dans les délais et selon les modalités fixées par le Roi.

§ 3. Les peines disciplinaires encourues par un membre inscrit sur le tableau des conseils fédéraux conformément à la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts sont reportées dans son dossier d'inscription.

Art. 59. La reconnaissance accordée aux formations sur la base du règlement relatif à la formation permanente, pris en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 15 décembre 2005 fixant les règles de déontologie du géomètre-expert, reste valable.

Les organisateurs reconnus sur la base du règlement relatif à la formation permanente, pris en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 15 décembre 2005 fixant les règles de déontologie du géomètre-expert, gardent le bénéfice de leur reconnaissance jusqu'à une éventuelle autre décision prise par le Conseil national sur la base du règlement relatif à la formation permanente adopté en vertu de l'article 31, § 2, et pendant au minimum un an suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 60. L'arrêté royal du 15 décembre 2005 fixant les règles de déontologie du géomètre-expert et l'arrêté royal du 24 avril 2014 relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts demeurent d'application.

TITRE 10. — Disposition abrogatoire

Art. 61. Sont abrogées à la date fixée par le Roi:

1° la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, modifiée par les lois des 20 juillet 2006, 22 décembre 2009, 18 juillet 2013, 21 juillet 2017 et 9 mai 2019, et par l'arrêté royal du 1^{er} mars 2020;

2° la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts, modifiée par les lois des 20 juillet 2006, 18 juillet 2013 et 10 avril 2014.

TITRE 11. — Entrée en vigueur

Art. 62. À l'exception des articles 32, 36, 37 à 39, 41, §§ 1^{er} et 2, 43, 44 et 55 à 62, les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,

Le Ministre des Classes moyennes,

Le Ministre des P.M.E.,

Le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants,

Le Ministre des Réformes institutionnelles,

Le Ministre du Renouveau démocratique,

D. CLARINVAL

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)

Documents : 0023 – 55-n°3062

Compte rendu intégral : 9 février 2023

§ 2. De Kamers van Beroep nemen de behandeling over van de beroepen tegen beslissingen van de Kamers van de Federale Raad opgericht bij artikel 2 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten waarvoor de Kamers van de Federale Raad van Beroep opgericht bij artikel 5 van dezelfde wet geldig gevat werden en die van dezelfde taalrol zijn. Zij doen uitspraak binnen de termijn en volgens de nadere regels vastgelegd door de Koning.

§ 3. De tuchtstraffen opgelopen door een lid ingeschreven op het tableau van de federale raden overeenkomstig de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten worden overgebracht in zijn inschrijvingsdossier.

Art. 59. De erkenning verleend aan de opleidingen op basis van het reglement inzake permanente vorming, genomen in uitvoering van artikel 14 van het koninklijk besluit van 15 december 2005 tot vaststelling van de voorschriften inzake de plichtenleer van de landmeter-expert, blijft geldig.

De organisatoren erkend op basis van het reglement inzake permanente vorming, genomen in uitvoering van artikel 14 van het koninklijk besluit van 15 december 2005 tot vaststelling van de voorschriften inzake de plichtenleer van de landmeter-expert, behouden het voordeel van hun erkenning tot aan een eventuele andere beslissing, genomen door de Nationale Raad op basis van het in artikel 31, § 2, bedoelde reglement inzake permanente vorming, en tot minstens één jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 60. Het koninklijk besluit van 15 december 2005 tot vaststelling van de voorschriften inzake de plichtenleer van de landmeter-expert en het koninklijk besluit van 24 april 2014 betreffende de verplichte verzekering voorzien door de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert blijven van toepassing.

TITEL 10. — Opheffingsbepaling

Art. 61. Worden opgeheven op de datum bepaald door de Koning:

1° de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 2006, 22 december 2009, 18 juli 2013, 21 juli 2017 en 9 mei 2019, en bij het koninklijk besluit van 1 maart 2020;

2° de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 2006, 18 juli 2013 en 10 april 2014.

TITEL 11. — Inwerkingtreding

Art. 62. Met uitzondering van de artikelen 32, 36, 37 tot 39, 41, §§ 1 en 2, 43, 44 en 55 tot 62, treden de bepalingen van deze wet in werking op de datum door de Koning bepaald.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,

De Minister van Middenstand,

De Minister van K.M.O.'s,

De Minister van Middenstand en Zelfstandigen,

De Minister van Institutionele Hervormingen

De Minister van Democratische Vernieuwing,

D. CLARINVAL

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)

Stukken : 0023 – 55-n°3062

Integraal verslag : 9 februari 2023